

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

MINISTERE DE L'HABITAT ET DU
DEVELOPPEMENT URBAIN

MINISTRY OF HOUSING AND URBAN
DEVELOPMENT

COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES
INTERNAL TENDERS BOARD

APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

N° 00044/E/2/AONO/MINHDU/CIPM/24 DU 22 FEVRIER 2024

**POUR L'ACQUISITION DES VEHICULES AU MINISTERE DE L'HABITAT ET DU
DEVELOPPEMENT URBAIN EN DEUX (02) LOTS (EN PROCEDURE D'URGENCE)**

FINANCEMENT : BIP MINHDU EXERCICE 2024

IMPUTATION: 58 38 113 01 340010 524311

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

SOMMAIRE

PIECE N° 0 : AVIS D'APPEL D'OFFRES (AAO).....	4
PIECE N° 1 : REGLEMENT GENERAL DE L'APPEL D'OFFRES (RGAO).....	17
PIECE N° 2 : REGLEMENT PARTICULIER DE L'APPEL D'OFFRES (RPAO).....	34
PIECE N°3 : CAHIER DES SPECIFICATIONS TECHNIQUES.....	41
PIECE N° 4 : CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP).....	47
PIECE N° 5 : MODEL DE MARCHE	57
PIECE N° 6 : CADRE DU BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES	61
PIECE N° 7 : CADRE DU DEVIS QUANTITATIF ET ESTIMATIF	63
PIECE N° 8: CADRE DU SOUS-DETAIL DES PRIX UNITAIRES	65
PIECE N° 9 : MODELE DE SOUMISSION	67
PIECE N° 10 : MODELE DE CAUTION DE SOUMISSION.....	69
PIECE N° 11 : MODELE DE CAUTIONNEMENT DEFINITIF.....	71
PIECE N° 12 : GRILLE D'EVALUATION ET DE NOTATION DES OFFRES	73
PIECE N° 13 : LISTE DES BANQUES ET COMPAGNIES D'ASSURANCES AGREES ET HABILITEES A EMETTRE DES CAUTIONS DANS LE CADRE DES MARCHES PUBLICS.....	77

PIECE N° 0 : AVIS D'APPEL D'OFFRES

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

MINISTERE DE L'HABITAT ET DU
DEVELOPPEMENT URBAIN

MINISTRY OF HOUSING AND
URBAN DEVELOPMENT

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

N° 000044/2024/ON/MINHDU/CIPM/24 DU 22 FEV 2024

POUR L'ACQUISITION DES VEHICULES AU MINISTERE DE
L'HABITAT ET DU DEVELOPPEMENT URBAIN EN DEUX (02) LOTS
(EN PROCÉDURE D'URGENCE)

FINANCEMENT : BIP MINH DU - EXERCICE 2024

1- Objet

Le Ministre de l'Habitat et du Développement Urbain, Maître d'Ouvrage, lance un Appel d'Offres National Ouvert pour l'acquisition des Véhicules au Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain en deux (02) lots en procédure d'urgence.

2- Consistance des prestations

Les prestations du présent Appel d'Offres comprennent la fourniture des véhicules, le transport, la manutention au Maître d'Ouvrage.

3. Délais de livraison

Le délai de livraison du véhicule est de trois (03) mois.

4- Allotissement

Le présent appel d'offres est constitué de deux (02) lots repartis ainsi qu'il suit :

N° lot	Désignation	Nombre
1	Véhicule station wagon.	01
2	Véhicule pick-up 4x4, double cabine.	05
TOTAL		06

5- Financement et budget prévisionnel

Les prestations objet du présent appel d'offres sont financés par le Budget d'Investissement Public (BIP) de l'exercice 2024, Imputation : 58 38 113 01 340010 524311 Le montant global prévisionnel est de 220 000 000 FCFA réparti ainsi qu'il suit:

N° lot	Montants
1	Soixante-dix millions (70 000 000) Francs CFA
2	Cent cinquante millions (150 000 000) Francs CFA

6- Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte aux prestataires ou groupements de prestataires régulièrement installés au Cameroun.

7- Consultation du dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres en version physique peut être consulté aux heures ouvrables à la Direction des Affaires Générales / Service des Marchés du Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain, sis au 9^e étage porte 02 de l'immeuble Ministériel N° 1 à Yaoundé et la version électronique sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm>; <http://www.publiccontracts.cm>.

8- Mode de soumission

La soumission se fait exclusivement en ligne.

Pour soumissionner en ligne, le prestataire doit suivre les trois étapes ci-après :

Etape 1 : Enregistrement de l'Entreprise dans la Plateforme COLEPS

- Se connecter à COLEPS à partir de l'adresse <https://www.marchepublics.cm> ou <https://www.publicscontratcs.m>;
- Aller dans l'onglet « Enregistrement des soumissionnaires » et renseigner minutieusement le formulaire de demande ;
- Imprimer le formulaire de demande renseigné et généré par le système ;
- Faire signer le formulaire de demande par le chef de structure et y apposer le cachet de l'entreprise ;
- Déposer le formulaire dûment renseigné et formalisé au MINMAP accompagné des pièces suivantes :
 - i) Photocopie d'une Attestation de non Faillite (datant de moins de 3 mois) ;
 - ii) Photocopie du registre de commerce
 - iii) Photocopie de la domiciliation bancaire,
 - iv) Photocopie de l'Attestation de conformité fiscale (datant de moins de 3 mois).

Etapes 2 : Acquisition du Certificat Electronique

- Retirer le formulaire de demande de certificat disponible au MINMAP ou le télécharger sur le site de l'ANTIC à l'adresse <https://www.camgovca.cm> dans la rubrique « Demande de certificats(Entreprise) » ;
- Remplir le formulaire et le déposer au MINMAP accompagné des pièces suivantes :
 - i) Reçu de paiement des frais d'acquisition de certificat Electronique d'un montant de 50.000 FCFA à verser dans le compte de l'ANTIC auprès de SCB Cameroun sous le numéro 1002 00031 12493593150 94 ;
 - ii) Une photocopie de la CNI du demandeur du certificat.
- S'enrôler auprès de l'opérateur MINMAP et récupérer le récépissé de la demande de certificat ;
- Se connecter à l'adresse <https://www.camgovca.cm/fr/operation-certificats.html> et télécharger dans le support amovible (vierge) le certificat Electronique à partir des informations (Numéro de référence et code d'autorisation) contenues dans le récépissé (Bien conserver le mot de passe pour les connexions à COLEPS).

Etapes 3 : Enregistrement du certificat Electronique dans COLEPS

- Se connecter à COLEPS à partir de l'adresse <https://www.marchespublics.cm> ou <https://www.publicscontratcs.cm>;
- Aller dans l'onglet « Enregistrement des soumissionnaires », puis la rubrique « Enregistrement nouveau certificat Supplémentaire » ; identifier l'entreprise à partir du numéro de registre de Commerce, puis ajouter le certificat après avoir minutieusement renseigné le formulaire.

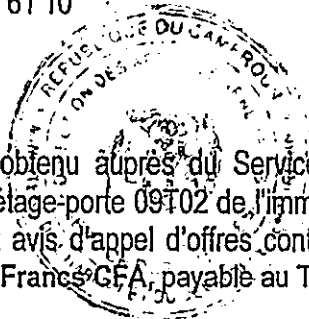
Etapes 4 : Soumission en ligne

- Se connecter à la plateforme avec son certificat ;
- Identifier l'appel d'offre qui vous intéresse et cliquer sur le numéro de cet avis d'appel d'offre pour afficher les détails ;

- Cliquer ensuite sur le bouton soumissionner et renseigner le formulaire qui apparait en chargeant vos offres (administrative, technique, et financière) aux emplacements correspondant.
- Les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :
 - 5 MO pour l'Offre Administrative ;
 - 15 MO pour l'Offre Technique ;
 - 5 MO pour l'Offre Financière.
- Les formats acceptés sont les suivants :
 - Format PDF pour les documents textuels ;
 - JPEG pour les images.
- Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.]
- Cliquer sur le bouton envoyer pour terminer la procédure.

Pour toute assistance technique, bien vouloir contacter les services compétents du MINMAP aux numéros suivants 2 22 23 81 55/2 22 23 56 69 / 677 00 61 10

NB : la validité du certificat est de 1 an.



9- Acquisition du dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être obtenu auprès du Service des Marchés du Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain, sis au 9^e étage-porte 09102 de l'immeuble ministériel n°1 (face Poste Centrale – Yaoundé) dès publication du présent avis d'appel d'offres contre versement d'une somme non remboursable de cent cinquante mille (150 000) Francs CFA, payable au Trésor public uniquement.

10- Remise des offres

Chaque offre rédigée en français ou en anglais sera transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le 28 MARS 2024 à [13 heures, heure locale]. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-dessous dans les délais impartis.

N.B : un exemplaire original physique de chacune des offres (Administrative ; Technique et Financière) devra parvenir sous plis fermés ; au Service des Marchés (Bureau des offres) du Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain, sise au 2^{ème} étage de l'immeuble abritant le projet PDVIR/MINH DU, situé derrière la DGSN à LONGKAK-Yaoundé (bâtiment beiges aux balcons rouges) au plus tard le 28 MARS 2024 à 13 heures, heure locale et portant la mention ci-dessous :

« APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
 N° 0.0.4.4. #AONO/MINH DU/CIPM/24 DU 2.2.FEV.2024
 POUR L'ACQUISITION DES VEHICULES AU MINISTERE DE
 L'HABITAT ET DU DEVELOPPEMENT URBAIN EN DEUX (02) LOTS
 (EN PROCÉDURE D'URGENCE)
 LOT N°
 A N'OUVRIR QU'EN SÉANCE DE DÉPOUILLEMENT »

11- Présentation des offres

L'offre comportera trois volumes :

- Volume 1 : les pièces administratives ;
- Volume 2 : l'Offre Technique ;
- Volume 3 : l'Offre Financière.

Les différentes pièces de chaque Offre seront numérotées dans l'ordre du DAO et séparées par des intercalaires de couleur identique.

NB : Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention de l'appel d'offre dans les délais impartis.

12. Caution de soumission

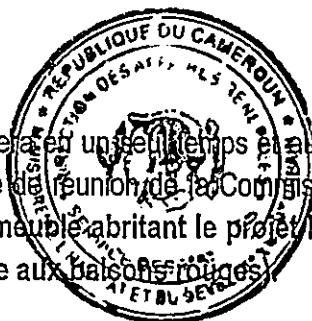
Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission délivrée par un établissement bancaire de premier ordre ou compagnie d'assurances agréé par le Ministère en charge des Finances, dont le montant est fixé à un millions quatre cent mille (1 400 000) francs CFA pour le lot 1 et à trois millions (3 000 000) francs CFA pour le lot 2 et valable pendant trente (30) jours au-delà de la date originale de validité des offres. Sous peine de rejet, la caution de soumission devra être impérativement produit en original datant d'au plus trois (03) mois.

13 - Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent tenus par leur offre pendant 90 jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

14 - Ouverture des Offres

L'ouverture des offres s'effectuera en un seul temps et aura lieu le 28 MARS 2024 à partir de 14 heures, heure locale, dans la salle de réunion de la Commission Interne de Passation des Marchés du MINHDU, sise au 2ème étage de l'immeuble abritant le projet PDVIR/MINHDU, situé derrière la DGSN à NLONGKAK-Yaoundé (bâtiment beige aux maisons rouges).



Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée et ayant une bonne connaissance du dossier.

15. Recevabilité des offres

Sous peine de rejet, les pièces administratives requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou autorité administrative, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent être datées de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la quittance d'achat du DAO et de la caution de soumission dans le dossier administratif ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours.

16. Critères d'évaluation

L'évaluation des offres sera faite sur la base des critères éliminatoires et essentiels ci-après définis ;

16.1 - Critères éliminatoires

- a) Absence de la caution de soumission dans le dossier administratif à l'ouverture des plis ;
- b) Non-production au-delà du délai de 48h après l'ouverture des plis ou après constatation dûment notifiée au soumissionnaire, d'une pièce administrative jugée non conforme ou absente ;
- c) Fausse déclaration ou pièce falsifiée ;
- d) Absence de déclaration sur l'honneur de non abandon de marchés au cours des trois (03) dernières années ;
- e) Absence du prospectus ou de la fiche technique du fabricant précisant clairement les caractéristiques du matériel proposé ;

- f) Absence de l'autorisation du fabricant ou du concessionnaire agréé;
- g) Absence du certificat d'homologation délivré par le Ministère des Transports ;
- h) Absence d'une référence en fourniture de véhicule d'un montant supérieur ou égal à 50 millions pour le lot 1 et de 130 millions pour le lot 2 au cours des trois dernières années ;
- i) Absence d'une pièce de l'offre financière ;
- j) Absence d'une garantie du fabricant ou du concessionnaire installé au Cameroun supérieure ou égale à trois ans ou au 100 000 km ;
- k) Omission d'un prix unitaire quantifié dans le BPU ou SDPU;
- l) Non-conformité à l'une des caractéristiques majeures suivantes :

CARACTERISTIQUES MAJEURES PAR LOT:

LOT 1 (Véhicule station wagon)

- Garde au sol : ≥ 215 mm
- Puissance fiscale : au moins 9 CV
- Capacité du réservoir : double réservoir (87 litres)
- Empattement : 2780-3200 mm
- Cylindrée : 2750 - 2780cc
- Type de moteur : Diesel, 4 cylindres
- Nombre de Place sup ou égal à 7 places



LOT 2 (Vehicules 4x4 pick up double cabine)

- Garde au sol : 305-315mm
 - Puissance max (ch) : 95 / 4000
 - Capacité du réservoir : 75-85 litres
 - Empattement : 3080-3090 mm
 - Cylindrée : 2980 - 2990cc
 - Type de moteur : Diesel, 4 cylindres
- Non satisfaction aux spécifications techniques ($\geq 80\%$) :

LOT 1 (Véhicule station wagon)

	Moteur
1	Puissance Maxi Nm/(tr/mn) : au moins 500/1600-2800
2	Puissance Maxi ch à tr/mn : au moins 204/3000-3400
	Transmission
3	Transmission : 4x4 permanent
4	Boîte de vitesse : Automatique
	Frein
5	Avant : Disques ventilés
6	Arrière : Disques ventilés
	Pneumatiques
7	Dimensions pneu : 265/55 R19
	Dimensions et poids
8	Longueur : 5000mm<L<5015mm
9	Largeur : 1880mm<l<1890mm
10	Hauteur : 1885 mm<H<1895mm
11	Poids total en charge : 2900 < PTC < 3000 kg
	Autres

12	Direction : assisté
13	Radio, USB, Bluetooth, voice control
14	Triangle de pré-signalisation
15	fermeture centralisée auto après démarrage
16	Extincteur
17	Roue de secours + cric avec manche

LOT 2 (Véhicules 4x4 pick up double cabine)

	Moteur
1	Puissance Maxi kW à tr/mn : au moins 70/4000
2	Puissance Maxi ch à tr/mn : au moins 95/4000
	Transmission
3	Transmission : 4x4 enclenchable manuellement
4	Boîte de vitesse : manuel
	Frein
5	Avant : Disques ventilés
6	Arrière : Tambour
	Pneumatiques
7	Dimensions pneu : 205R16C
	Dimensions, poids et capacité
8	Longueur : 5320mm<L<5330mm
9	Largeur : 1790mm<l<1810mm
10	Hauteur : 1810 mm<H<1820mm
11	Poids total en charge : 2800 < PTC < 2830 kg
12	Nombre de place : 6
	Autres
13	Direction : assisté
14	Radio, USB, Bluetooth,
15	Triangle de pré-signalisation
16	Extincteur
17	Roue de secours + cric avec manche

16.2 Critères Essentiels pour tous les lots

Les critères essentiels qui seront évalués de façon binaire portent sur :

Lot 1 : Véhicule station wagon

- Présentation(04 sous critères) ;
- Expérience du soumissionnaire dans le domaine(01 sous critère) ;
- Service après-vente et garantie du matériel..... (02 sous critères);
- Spécifications techniques (34 sous critères) ;
- Délai de livraison(01 sous critère);
- CCAP et CST (02 sous critères).
- Total 44 Critères**

Lot 2 : Véhicule pick-up 4x4, double cabine

- Présentation(04 sous critères) ;
- Expérience du soumissionnaire dans le domaine(01 sous critère) ;
- Service après-vente et garantie du matériel..... (02 sous critères);
- Spécifications techniques (33 sous critères) ;
- Délai de livraison(01 sous critère);

OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER
N° 0044/ONIT/MINHDU/CIPM/24 OF 22 FEB 2024

FOR THE SUPPLY OF TWO (02) VEHICLES TO THE MINISTRY OF HOUSING AND URBAN DEVELOPMENT IN TWO (02) PLOTS (IN EMERGENCY PROCEDURE).

FINANCING: PIB MINHDU- 2024 FINANCIAL YEAR

1. Subject

The Minister of Housing and Urban Development, Project Owner, hereby issues an open national invitation to tender for the supply of two (02) vehicles to the Ministry of Housing and Urban Development in emergency procedure.

2. Consistency of services

The services of this invitation to tender include the supply of vehicles, transport and handling.

3. Delivery deadline

The deadline provided for by the project owner for the delivery of these vehicles shall be three (03) months

4. Content of lots

This tender invitation is divided into three lots as follows:

Lot No.	Description	Number
1	Station wagon vehicle	01
2	Four-wheel-drive (4x4) pick-up vehicles	05
TOTAL		06

5. Financing and provisional budget

The works under this invitation to tender shall be financed by the Public Investment Fund of budgetary year 2024, Imputation : 58 38 113 01 340010 524311. The estimated cost is FCFA 250 000 000 divided as follows:

Lot No.	Amount
1	seventy million (70,000,000) CFA Francs
2	One hundred and fifty million (150,000,000) CFA francs

6. Origin and Participation

Participation in this tender invitation shall be open to service providers or groups of service providers legally based and operating in Cameroon.

7. Consultation of the tender invitation documents

The hard copy of the tender document may be consulted during working hours, upon publication of this tender invitation, at the Department of General Affairs (Contracts service) of the Ministry of Housing and Urban



Development located on the 9th floor-door 02 of the ministerial building N°1 (in front of Poste Centrale-Yaoundé) and the soft copy on the COLEPS platform at the addresses <http://www.marchespublics.cm>, <http://www.publiccontracts.cm>.

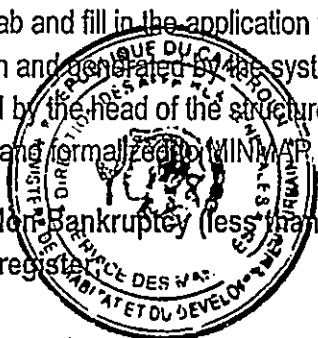
8. Submission mode

The chosen submission method is exclusively online

To bid online, the service provider must follow the following three steps:

Step 1: Registration of the Company in the COLEPS Platform:

- Log in to COLEPS from the address <https://www.marchepublics.cm> or <https://www.publicscontratcs.m>;
- Go to the "Bidder Registration" tab and fill in the application form thoroughly;
- Print the application form filled in and generated by the system;
- Have the application form signed by the head of the structure and affix the company's stamp to it;
- Submit the form duly completed and formalized to MINMAP, along with the following documents:
 1. Photocopy of a Certificate of Non-Bankruptcy (less than 3 months old);
 2. Photocopy of the commercial register;
 3. Photocopy of the direct debit,
 4. Photocopy of the Tax Compliance Certificate (less than 3 months old)



Step 2: Acquisition of the Electronic Certificate:

- Collect the certificate application form available at MINMAP or download it from the ANTIC website at <https://www.camgovca.cm> in the "Certificate request (Company)" section;
- Fill out the form and submit it to MINMAP along with the following documents
 1. Receipt of payment of the Electronic Certificate acquisition fee in the amount of 50,000 FCFA to be paid into ANTIC's account with SCB Cameroon under the number 10002 00031 12493593150 94;
 2. A photocopy of the ID card of the applicant for the certificate.
 3. Register with the MINMAP operator and retrieve the receipt of the certificate request;
- Log in to the <https://www.camgovca.cm/fr/operation-certificats.html> address and download the electronic certificate in the removable (blank) media from the information (reference number and authorization code) contained in the receipt (Keep the password for connections to COLEPS).

Step 3: Registering the Electronic Certificate in COLEPS:

- Log in to COLEPS from the <https://www.marchespublics.cm> or <https://www.publicscontratcs.cm> address;
- Go to the "Bidder Registration" tab, then the "New Registration/C Additional Certificate" section; Identify the company from the Trade Register number, then add the certificate after having carefully filled in the form.

Step 4: Online Submission:

- Log in to the platform with your certificate;
- Identify the tender you are interested in and click on the tender notice number to view the details;
- Then click on the bid button and fill in the form that appears by uploading your bids (administrative, technical, and financial) to the corresponding locations.
- The maximum sizes of documents which will pass through the platform and constituting the bidder's offer are as follows:
 - o 5 MB for the Administrative Offer;
 - o 15 MB for the Technical Offer;

- 5 MB for the Financial Offer.
- The accepted formats are as follows:
 - PDF format for textual documents;
 - JPEG for images.
- The candidate will take care to use compression software in order to possibly reduce the size of the files to be transmitted.]
- Click the submit button to complete the procedure.

For any technical assistance, please contact the competent services of MINMAP on the following numbers 2 22 23 81 55 / 2 22 23 56 69 / 677 00 61 10

NB: the certificate is valid for 1 year

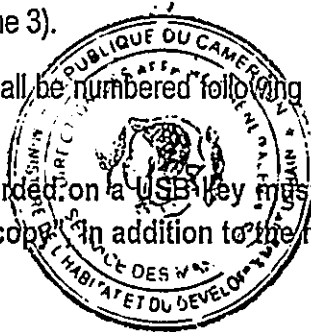
9. Presentation of offers

Bids shall be presented in the following three volumes, in an envelope as such:

- ✓ Volume A: administrative documents (Volume 1);
- ✓ Volume B: Technical bids (Volume 2);
- ✓ Volume C: Financial bids (Volume 3).

The Different documents of each Bid shall be numbered following the bidding document order and separated with identical color dividers.

NB: A backup copy of the offer recorded on a USB key must be sent in a sealed envelope with the clear and legible indication "backup copy" in addition to the mention of the call for tenders within the set deadlines.



9. Acquisition of the tender invitation documents

The tender document may be obtained from the Department of General Administration of the Ministry of Housing and Urban Development, Contracts Award Service, located at the 9th floor-door 09T02 of the ministerial building n°01 (opposite the Central Post Office - Yaounde), upon presentation of an original receipt testifying to the payment of a non-refundable sum of one hundred and fifty (150 000) francs CFA, payable at a public Treasury. This receipt must identify (specify) the payer as the service provider's representative wishing to participate in the invitation to tender.

10. Submission of tenders

Each offer written in French or English will be transmitted by the bidder on the COLEPS platform no later than **28 MARS 2024** at [1 p.m., local time]. A backup copy of the offer recorded on a USB key must be sent in a sealed envelope with the clear and legible indication "backup copy", in addition to the mention below within the allotted time frame.

N.B: an original physical copy of each of the offers (Administrative; Technical and Financial) must arrive in closed envelopes; at the Procurement Service (Tender Office) of the Ministry of Housing and Urban Development, located on the 2nd floor of the building housing the PDVIR/MINH DU project, located behind the DGSN in LONGKAK-Yaoundé (beige building with red balconies) no later than **28 MARS 2024** at 1 p.m. local time and marked below:

OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER
No. 00044/2024/ONIT/MINHUD/DITB/24 OF 22 FEB 2024
"FOR THE SUPPLY OF TWO (02) VEHICLES TO THE MINISTRY OF HOUSING AND URBAN
DEVELOPMENT IN TWO (02) PLOTS (IN EMERGENCY PROCEDURE)
Lot No.
To be opened only during the evaluation session".

11. Presentation of offers

The offer will consist of three volumes such as:

- ✓ Volume A: administrative documents (Volume 1) ;
- ✓ Volume B: Technical bids (Volume 2) ;
- ✓ Volume C: Financial bids (Volume 3).

The Different documents of each Bid shall be numbered following the bidding document order and separated with identical color dividers.

NB: A backup copy of the offer recorded on a USB key must be sent in a sealed envelope with the clear and legible indication "backup copy" in addition to the mention of the call for tenders within the set deadlines.

12- Provisional guarantee

Each bidder shall enclose in their administrative documents, a provisional guarantee issued by a first class banking institution or insurance company approved by the Ministry in charge of finances the amount of one million four hundred thousand (1,400,000) CFA francs for the plot 1 and three million (3,000,000) CFA francs for the plot 2 and valid for 30 (thirty) days after the bid validity. Under pains of rejection, the provisional guarantee must be produced in their original, dated no more than three months.

13. Duration of tender validity

The tenders shall be valid for 90 (ninety) days with effect from their submission deadline.

14. Opening of bids

Tenders shall be opened on 29 MARS 2024 as from 2 pm, local time, by the Tenders' Board of the Ministry of Housing and Urban Development meeting on the 2nd floor of the PDVIR project/MINHDU building, behind the DGSN at NLONGKAK-Yaoundé (beige building with red balcony).

Only the bidders concerned may attend this opening session or be represented by a duly authorized person of their choice.

15. Tender admissibility

Under penalty of rejection, the required administrative documents must be produced in originals or certified true copies by the issuing service or administrative authority, in accordance with the stipulations of the Special Regulations of the Call for Tenders. They must be dated less than three (03) months or have been established after the date of signature of the call for tenders.

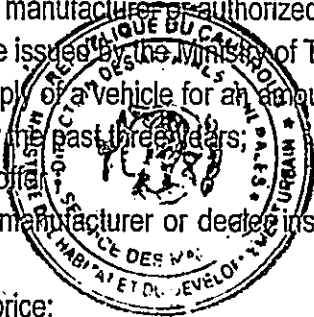
Any incomplete offer in accordance with the requirements of the Call for Tender Documents will be declared inadmissible. In particular, the absence of the receipt of purchase of the DAO and bid bond in the administrative file or non-compliance with the models of the documents in the Tender File will result in outright rejection simple offer without any recourse.

16. Assessment criteria

Evaluation of bids shall be based on the following eliminatory and essential criteria:

16.1 Eliminatory criteria

- a) Absence of the provisional guarantee in the administrative file at the opening of the bids ;
- b) Non-production beyond the 48-hour period after the opening of the bids or after finding duly notified to the tenderer, of an administrative document deemed non-compliant or absent;
- c) False declaration or falsified document;
- d) Lack of declaration on the honor of non-abandonment of contracts over the past three (03) years;
- e) Absence of the manufacturer's prospectus or technical data sheet clearly specifying the characteristics of the equipment offered;
- f) Lack of authorization from the manufacturer or authorized dealer;
- g) Lack of the approval certificate issued by the Minister of Transport;
- h) Lack of a reference in the supply of a vehicle for an amount greater than or equal to 50 million for lot 1 and 130 million for lot 2 over the past three years;
- i) Lack of a part of the financial offer;
- j) Lack of a warranty from the manufacturer or dealer installed in Cameroon greater than or equal to three years or 100,000 km
- k) Omission of a quantified unit price;
- l) Non-compliance with one of the following major characteristics:



MAIN SPECIFICATIONS PER LOT

LOT 1 (LAND CRUISER PRADO VEHICLE)

- Ground clearance : ≥ 215 mm
- Tax-rating: at most 9CV
- Reservoir capacity : double tank between (87 + 63)
- Wheelbase: 2780-3200 mm
- Piston displacement : 2750 - 2780cc
- Type of engine: Diesel, 4 cylinders

LOT 2 (FOUR-WHEEL-DRIVE (4X4) PICK-UP VEHICLES)

- Ground clearance : 305-315mm
- Max power (hp): 95 / 4000
- Reservoir capacity : 75-85litres
- Wheelbase: 3080-3090 mm
- Piston displacement : 2980 - 2990cc
- Type of engine: Diesel, 4 cylinders

- Non-satisfaction of technical specifications (≥ 80%);
LOT 1 (Véhicule station wagon)

	Engine
1	Maximum power kW at rpm : at least 500/1600-2800
2	Maximum power hp at rpm : least 204/3000-3400
	Transmission
3	Transmission : permanent 4x4
4	Gearbox : Automatic
	Brake
5	Front brake : ventilated disc
6	Rear brake : ventilated disc
	Tire
7	Tire Dimension : 265/55 R19
	Dimensions and weight
8	Length : 5000mm < L < 5015mm
9	width : 1880mm < l < 1890mm
10	Height : 1885 mm < H < 1895mm
11	Total weight under load : 2900 < PTC < 3000 kg
	Others
12	Direction : Power steering
13	Radio, USB, Bluetooth, voice control
14	Warning triangle
15	Central locking of doors
16	Extinguisher
17	Spare wheel + jack with handle

LOT 2 (Véhicules 4x4 pick up double cabine)

	Engine
1	Maximum power kW at rpm : at least 70/4000
2	Maximum power hp at rpm : at least 95/4000
	Transmission
3	Transmission : Manually engageable 4x4
4	Gearbox : Manual
	Brake
5	Front brake : ventilated disc
6	Rear brake : Drum
	Tire
7	Tire Dimension : 205R16C
	Dimensions and weight

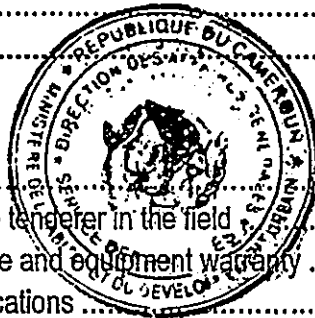
8	Length : 5320mm<L<5330mm
9	width : 1790mm<l<1810mm
10	Height : 1810 mm<H<1820mm ²
11	Total weight under load : 2800 < PTC < 2830 kg
12	
	Others
13	Direction : Power steering
14	Radio, USB, Bluetooth, voice control
15	Warning triangle
16	Extinguisher
17	Spare wheel + jack with handle

16.2 Essential criteria for all the lots

The essential criteria shall be assessed in a binary manner as follow:

Plot 1 :

- Presentation(04 sub criteria);
 - Experience of the tenderer in the field(01 sub criterion);
 - After-sales service and equipment warranty(02 under criteria);
 - Technical specifications(34 under criteria);
 - Delivery(01 sub criteria);
 - CCAP and CST(02 under criteria).
- Total 44 Criteria



Plot 2 :

- Presentation(04 sub criteria);
 - Experience of the tenderer in the field(01 sub criterion);
 - After-sales service and equipment warranty(02 under criteria);
 - Technical specifications(33 under criteria);
 - Delivery(01 sub criteria);
 - CCAP and CST(02 under criteria).
- Total 43 Criteria

Details of these essential criteria are specified in the assessment grid attached to the Tender Invitation Documents.

N.B: Non-satisfaction of less than 70% of the essential criteria results in the elimination of the bidder;

17. Award of contract

The project owner shall award the contract to the lowest bidder(s) who meet(s) the technical and administrative requirements. The same bidder may be awarded all the lot.

18. Further information

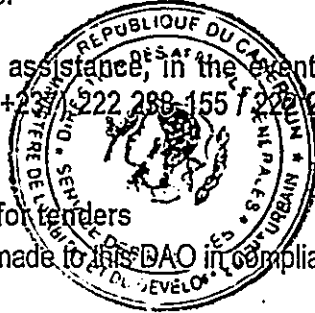
18.1. Additional technical information can be obtained from the Urban Operations Directorate of the Ministry of Housing and Urban Development, located on the 7th floor - door 06 of ministerial building no. 1 (facing Poste Centrale – Yaoundé) , during business hours or online on the COLEPS platform at the addresses: <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>.

18.1. For any report of an act of corruption, please call or send an SMS to MINMAP at the following numbers: 673 20 57 25 / 699 37 07 48.

18.3. To obtain technical assistance, in the event of a problem relating to the use of the platform, please call the numbers (+237) 222 288 155 / 222 235 669 or write to the email address dsi@minmap.cm.

19. Addendum to the call for tenders

Possible additions may be made to the **PSDAO** in compliance with the regulations in force.



Extensions:

- MINMAP
- CIPM
- ARMP
- DISPLAY
- CIPM/MINHDU



22 FEV 2024

LE MINISTRE

Handwritten signature: Ketcha Celestine
Ketcha Celestine



PIECE N° 1 : REGLEMENT GENERAL DE L'APPEL D'OFFRES



Règlement Général de l'Appel d'Offres

A. Généralités

Article 1 : Portée de la soumission

1.1. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué, tel qu'il est défini dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO), ci-après dénommé le "Maître d'Ouvrage", lance un appel d'offres en vue de l'obtention des Fournitures et Services connexes brièvement définis dans le RPAO et spécifiés dans le Descriptif de la Fourniture ainsi que le Bordereau des Quantités.

Le nom, le numéro d'identification et le nombre de lots faisant l'objet de l'appel d'offres figurent dans le RPAO.

Il y est fait ci-après référence sous le terme "les Fournitures".

1.2. Le Soumissionnaire retenu, ou attributaire, doit livrer les fournitures dans le délai indiqué dans le RPAO, et qui court, sauf stipulation contraire du CCAP, à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer la livraison des fournitures ou dans celle fixée dans ledit ordre de service.

1.3. Dans le présent Dossier d'Appel d'Offres, les termes "Maître d'Ouvrage" et "Maître d'Ouvrage Délégué" sont interchangeables et le terme "jour" désigne un jour calendaire.

Article 2 : Financement

La source de financement des fournitures objet du présent appel d'offres est précisée dans le RPAO.

Article 3 : Fraude et corruption

3.1. Le Maître d'Ouvrage exige des soumissionnaires et de se cocontractants, qu'ils respectent les règles d'éthique professionnelle les plus strictes durant la passation et l'exécution de ces marchés. En vertu de ce principe, le Maître d'Ouvrage :

a. Définit, aux fins de cette clause, les expressions ci-dessous de la façon suivante :

- est coupable de "corruption" quiconque offre, donne, sollicite ou accepte un quelconque avantage en vue d'influencer l'action d'un agent public au cours de l'attribution ou de l'exécution d'un marché ;
- quiconque se livre à des "manœuvres frauduleuses", déforme ou dénature des faits afin d'influencer l'attribution ou l'exécution d'un marché ;
- pratiques collusoires" désignent toute forme d'entente entre deux ou plusieurs soumissionnaires (que le Maître d'Ouvrage en ait connaissance ou non) visant à maintenir artificiellement les prix des offres à des niveaux ne correspondant pas à ceux qui résulteraient du jeu de la concurrence ;
- pratiques coercitives" désignent toute forme d'atteinte aux personnes ou à leurs biens ou de menaces à leur encontre afin d'influencer leur action au cours de l'attribution ou de l'exécution d'un marché.

b. Rejettera une proposition d'attribution si elle détermine que l'attributaire proposé est, directement ou par l'intermédiaire d'un agent, coupable de corruption ou s'est livré à des manœuvres frauduleuses, des pratiques collusoires ou coercitives pour l'attribution de ce marché.

3.2. Le Ministre délégué à la Présidence de la République chargé des Marchés Publics, Autorité chargée des Marchés Publics peut à titre conservatoire, prendre une décision d'interdiction de soumissionner pendant une période n'excédant pas deux (2) ans, à l'encontre de tout soumissionnaire reconnu coupable de trafic d'influence, de conflits d'intérêts, de délit d'initiés, de fraude, de corruption ou de production de documents non authentiques dans la soumission, sans



préjudice des poursuites pénales qui pourraient être engagées contre lui.

Article 4 : Candidats admis à concourir

4.1. Si l'appel d'offres est restreint, la consultation s'adresse à tous les candidats retenus à l'issue de la procédure de pré-qualification.

4.2. En règle générale, l'appel d'offres s'adresse à tous les cocontractants, sous réserve des dispositions ci-après :

a. Un soumissionnaire (y compris tous les membres d'un groupement d'entreprises et tous les sous-traitants du soumissionnaire) doit être d'un pays éligible, conformément à la convention de financement.

b. Un soumissionnaire (y compris tous les membres d'un groupement d'entreprises et tous les sous-traitants du soumissionnaire) ne doit pas se trouver en situation de conflit d'intérêt.

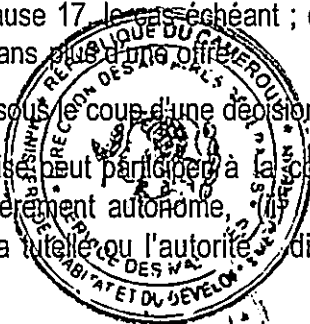
Un soumissionnaire peut être jugé comme étant en situation de conflit d'intérêt s'il :

i. est associé ou a été associé dans le passé, à une entreprise (ou à une filiale de cette entreprise) qui a fourni des services de consultant pour la conception, la préparation des spécifications et autres documents utilisés dans le cadre des marchés passés au titre du présent appel d'offres ; ou

ii. présente plus d'une offre dans le cadre du présent appel d'offres, à l'exception des offres variantes autorisées selon la clause 17, le cas échéant ; cependant, ceci ne fait pas obstacle à la participation de sous-traitants dans plus d'une offre.

c. Le soumissionnaire ne doit pas être sous le coup d'une décision d'exclusion.

d. Une entreprise publique camerounaise peut participer à la consultation si elle peut démontrer qu'elle est (i) juridiquement et financièrement autonome, (ii) administrée selon les règles du droit commercial et (iii) n'est pas sous la tutelle ou l'autorité directe voire indirecte du Maître d'Ouvrage.



Article 5 : Fournitures et Services connexes répondant aux critères d'origine

5.1. Toutes les fournitures et tous les services connexes faisant l'objet du présent marché devront provenir de pays répondant aux critères de provenance définis dans le RPAO.

5.2. Aux fins de la présente clause, le terme « fournitures » désigne produits, matières premières, machines, équipements et installations industrielles ; et le terme « services connexes » désigne notamment des services tels que l'assurance, l'installation, la formation et la maintenance initiale.

5.3. Le terme « provenir » qualifie le pays où les fournitures sont extraites, cultivées, produites, fabriquées ou transformées ; ou bien le pays où un processus de fabrication, de transformation ou d'assemblage de composants, aboutit à l'obtention d'un article commercialisable dont les caractéristiques de base sont substantiellement différentes de celles de ses composants.

Article 6 : Qualification du Soumissionnaire

6.1 Les soumissionnaires doivent, comme partie intégrante de leur offre :

a. Soumettre un pouvoir habilitant le signataire de la soumission à engager le Soumissionnaire; et

b. Fournir toutes les informations (compléter ou mettre à jour les informations jointes à leur demande de pré-qualification qui ont pu changer, au cas où les candidats ont fait l'objet d'une pré-qualification) demandées aux soumissionnaires, dans le RPAO, afin d'établir leur qualification pour exécuter le marché.

Les informations relatives aux points suivants sont exigées le cas échéant :

i. la production des bilans certifiés et chiffres d'affaires récents ;

- ii. accès à une ligne de crédit ou disposition d'autres ressources financières ;
- iii. les commandes acquises et les marchés attribués ;
- iv. les litiges en cours ;
- v. la disponibilité du matériel indispensable.

6.2 Les soumissions présentées par deux ou plusieurs cocontractants groupés (cotraitante) doivent satisfaire aux conditions suivantes :

- a. L'offre devra inclure tous les renseignements énumérés à l'Article 6.1 ci-dessus : Le RPAO devra préciser les informations à fournir par le groupement et celles à fournir par chaque membre du groupement ;
- b. L'offre et le marché doivent être signés de façon à obliger tous les membres du groupement ;
- c. La nature du groupement (*conjoint ou solidaire*) doit être précisée et justifiée par la production d'une copie de l'accord de groupement en bonne et due forme ;
- d. Le membre du groupement désigné comme mandataire, représentera l'ensemble des entreprises vis à vis du Maître d'Ouvrage pour l'exécution du marché;
- e. En cas de groupement solidaire, les cotraitants se répartissent les sommes qui sont réglées par le Maître d'Ouvrage dans un compte unique; en revanche, chaque entreprise est payée par le Maître d'Ouvrage dans son propre compte, lorsqu'il s'agit d'un groupement conjoint.

6.3. Les soumissionnaires doivent également présenter des propositions suffisamment détaillées pour démontrer qu'elles sont conformes aux spécifications techniques et aux délais de livraison visés dans le RPAO.

6.4. Les soumissionnaires demandant à bénéficier d'une marge de préférence, doivent fournir tous les renseignements nécessaires pour prouver qu'ils satisfont aux critères d'éligibilité décrits à l'article 35 du RGAO.

B. Dossier d'Appel d'Offres

Article 7 : Contenu du Dossier d'Appel d'Offres

7.1. Le Dossier d'Appel d'Offres décrit les fournitures faisant l'objet du marché, fixe les procédures de consultation des cocontractants et précise les conditions du marché. Outre le(s) additif(s) publié(s) conformément à l'article 9 du RGAO, il comprend les documents énumérés ci-après :

- a. La lettre d'invitation à soumissionner (pour les appels d'offres restreints) ;
- b. L'Avis d'Appel d'Offres (AAO) rédigé en français et en anglais ;
- c. Le Règlement Général de l'Appel d'Offres (RGAO) ;
- d. Le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO) ;
- e. Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- f. Le Descriptif de la fourniture qui comprend :
 - la liste des fournitures et services connexes ;
 - le calendrier de livraison et d'achèvement ;
 - les spécifications techniques, et pour des projets complexes ;
 - les plans des fournitures et services connexes ;
 - les Inspections et essais de réception.
- g. Le cadre du Bordereau des Prix et Quantités tenant lieu de Détail Estimatif ;
- h. Le Calendrier de Livraison ;
- i. Le modèle de lettre de soumission ;
- j. Le cadre de Bordereau des Prix et Quantités ;

- k. Le modèle de caution de soumission ;
- l. Le modèle de cautionnement définitif ;
- m. Le modèle de caution de retenue de garantie ;
- n. Modèle de marché ;
- o. Formulaire relatif aux études préalables ;
- p. La liste des banques et organismes financiers de 1^{er} rang agréés par le ministre en charge des finances autorisés à émettre des cautions.

7.2. Le Soumissionnaire doit examiner l'ensemble des règlements, formulaires, conditions et spécifications contenus dans le DAO. Il lui appartient de fournir tous les renseignements demandés et de préparer une offre conforme à tous égards audit dossier. Toute carence peut entraîner le rejet de son offre.

Article 8 : Eclaircissements apportés au Dossier d'Appel d'Offres et recours

8.1. Tout soumissionnaire désirant obtenir des éclaircissements sur le Dossier d'Appel d'Offres peut en faire la demande au Maître d'Ouvrage par écrit ou par courrier électronique (télécopie ou e-mail) à l'adresse du Maître d'Ouvrage indiquée dans les RPAO. Le Maître d'Ouvrage répondra par écrit à toute demande d'éclaircissement reçue au moins quatorze (14) jours pour les (AON), vingt et un (21) jours pour les (AOI) avant la date limite de dépôt des offres.

Une copie de la réponse du Maître d'Ouvrage indiquant la question posée mais ne mentionnant pas son auteur, est adressée à tous les soumissionnaires ayant acheté le Dossier d'Appel d'Offres.

8.2. Entre la publication de l'avis d'appel d'offres y compris la phase de pré-qualification des candidats et l'ouverture des plis, tout soumissionnaire qui s'estime lésé dans la procédure de passation des marchés publics peut introduire une requête auprès du Maître d'Ouvrage.

8.3. Le recours doit être adressé au Maître d'Ouvrage avec copies à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics et au Président de la Commission ; il doit parvenir au Maître d'Ouvrage au plus tard quatorze (14) jours avant la date d'ouverture des offres ;

8.4. Le Maître d'Ouvrage dispose de cinq (05) jours pour réagir. La copie de la réaction est transmise à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics ;

Article 9 : Modification du Dossier d'Appel d'Offres

9.1. Le Maître d'Ouvrage peut, à tout moment avant la date limite de dépôt des offres et pour tout motif, que ce soit à son initiative ou en réponse à une demande d'éclaircissements formulée par un soumissionnaire, modifier le Dossier d'Appel d'Offres en publiant un additif.

9.2. Tout additif ainsi publié fera partie intégrante du Dossier d'Appel d'Offres, conformément à l'article 7.1 du RGAO et doit être communiqué par écrit ou signifié à tous les soumissionnaires qui ont acheté le Dossier d'Appel d'Offres. Ces derniers accuseront réception de chacun des additifs au Maître d'Ouvrage par écrit.

9.3. Afin de donner aux soumissionnaires suffisamment de temps, compte tenu de l'additif, dans la préparation de leurs offres, le Maître d'Ouvrage pourra reporter, autant que nécessaire, la date limite de dépôt des offres, conformément aux dispositions de l'Article 23.2 du RGAO.

C. Préparation des offres

Article 10 : Frais de soumission

Le candidat supportera tous les frais afférents à la préparation et à la présentation de son offre, et le Maître d'Ouvrage n'est en aucun cas responsable de ces frais, ni tenu de les régler, quels que soient le déroulement ou l'issue de la procédure d'appel d'offres.

Article 11 : Langue de l'offre

L'offre ainsi que toute correspondance et tous documents concernant la soumission, échangés entre le Soumissionnaire et le Maître d'Ouvrage seront rédigés en français ou en anglais. Les documents complémentaires et les imprimés fournis par le Soumissionnaire peuvent être rédigés dans une autre langue à condition d'être accompagnés d'une traduction précise en français ou en anglais; auquel cas et aux fins d'interprétation de l'offre, la traduction fera foi.

Article 12 : Documents constituant l'offre

12.1. L'offre présentée par le Soumissionnaire comprendra les documents détaillés au RPAO, dûment remplis et regroupés en trois volumes :

a. Volume 1 : Dossier administratif

Il comprend :

- i. tous les documents attestant que le soumissionnaire
 - a souscrit les déclarations prévues par les lois et règlements en vigueur ;
 - a acquitté les droits, taxes, impôts, contributions, redevances ou prélèvements de quelque nature que ce soit ;
 - n'est pas en état de liquidation judiciaire ou en faillite ;
 - n'est pas frappé de l'une des interdictions ou déchéances prévues par la législation en vigueur.
- ii. la caution de soumission établie conformément aux dispositions de l'article 19 du RGAO ;
- iii. la confirmation écrite habilitant le signataire de l'offre à engager le Soumissionnaire, conformément aux dispositions de l'article 6.1 du RGAO ;

b. Volume 2 : Offre technique

b.1. Les renseignements sur les qualifications

Le RPAO précise la liste des documents à fournir attestant la qualification des soumissionnaires conformément aux articles 6.1, 6.2 et 18 du RGAO.

b.2. Propositions techniques

Le RPAO précise les éléments constitutifs de la proposition technique des soumissionnaires, notamment :

- Une description détaillée des caractéristiques techniques, les performances, les marques, les modèles et les références des matériels proposés accompagnés de prospectus techniques conformément à l'article 17 du RGAO ;
- Le calendrier, le planning et le délai de livraison des prestations.

b.3. Les preuves d'acceptations des conditions du marché

Le soumissionnaire remettra les copies dûment paraphées des documents à caractères administratif et technique régissant le marché, à savoir :

1. Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
2. Les Spécifications Techniques (ST).



c. Volume 3 : Offre financière

Le RPAO précise les éléments permettant de justifier le coût des prestations, à savoir :

1. la soumission proprement dite, en original rédigé selon le modèle joint, timbré au tarif en vigueur, signée et datée ;
2. le Bordereau des Prix Unitaires dûment rempli ;
3. le Détail estimatif dûment rempli ;
4. le Sous-Détail des prix et/ou la décomposition des prix forfaitaires.

Les soumissionnaires utiliseront à cet effet les pièces et modèles prévus dans le Dossier d'Appel d'Offres, sous réserve des dispositions de l'Article 19.2 du RGAO concernant les autres formes possibles de Caution de Soumission.

Les soumissionnaires utiliseront à cet effet les pièces et modèles prévus dans le dossier d'appel d'offres, sous réserve des dispositions de l'Article 19.2 du RGAO concernant les autres formes possibles de Caution de Soumission.

- 12.2. Si, conformément aux dispositions du RPAO, les soumissionnaires présentent des offres pour plusieurs lots du même appel d'offres, ils pourront indiquer des rabais offerts en cas d'attribution de plus d'un marché.

Article 13 : Prix de l'offre

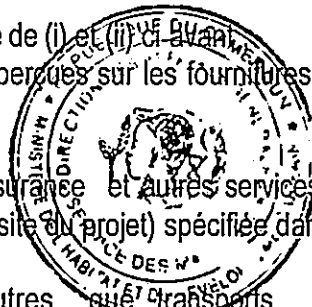
- 13.1 Les conditions générales types des prix sont régies par les règles prescrites dans la dernière édition d'Incoterms publiée par la Chambre de commerce internationale à la date de l'appel d'offres ou à la date spécifiée dans le RPAO.

13.2 Les prix seront indiqués comme requis dans les modèles de bordereaux des prix fournis en annexe. Le co-contractant est libre, en indiquant le prix, de recourir à un transporteur et d'obtenir des prestations d'assurance en provenance de tout pays, sous réserve des conditions d'éligibilité liées à la Convention de financement.

Les prix proposés dans les formulaires de bordereaux des prix pour les Fournitures et Services connexes, seront présentés de la manière suivante :

- a. Pour les fournitures fabriquées au Cameroun :
 - i. le prix des fournitures EXW (sortie usine, fabrique, magasin d'exposition, entrepôt ou magasin de ventes, suivant le cas), y compris tous les droits de douanes, taxes sur les ventes ou autres déjà payés ou à payer sur les composants ou matières premières utilisés dans la fabrication ou l'assemblage des fournitures ;
 - ii. les taxes sur les ventes et autres taxes perçues sur les fournitures qui seront dues si le Marché est attribué ;
 - iii. le prix des transports intérieurs, assurance et autres services locaux afférents à la livraison des fournitures jusqu'à leur destination finale (site du Projet) spécifiée dans le RPAO.
- b. Pour les fournitures à importer :
 - i. le prix des fournitures CIP-lieu de destination, ou CIF-port de destination, tel que stipulé au RPAO ;

- ii. le prix des transports intérieurs, assurance et autres services locaux afférents à la livraison des fournitures du lieu de destination indiqué (CIP) à leur destination finale (site du Projet) spécifiée au RPAO; et
 - iii. le prix des fournitures à importer peut être indiqué FCA lieu de destination ou CPT lieu de destination, si le RPAO le stipule; à la place du prix CIP indiqué en (b)(i) ci-dessus.
- c. Pour les fournitures déjà importées: *[Pour des fournitures déjà importées, le prix indiqué sera différent de la valeur originelle d'importation de ces fournitures déclarée en douane, et devra inclure toute réduction ou toute marge de l'agent ou du représentant local, ainsi que les coûts locaux y afférents, à l'exclusion des droits de douanes et taxes d'importation déjà payés et/ou restant à payer par le co-contractant. Par souci de clarté, il est demandé aux soumissionnaires d'indiquer : (a) leur prix comprenant les droits de douanes et d'importation initiaux, (b) le montant de ces mêmes droits de douanes et d'importation, et (c) leur prix, hors taxes d'importation qui est la différence entre les montants (a) et (b).]*
- i. le prix des fournitures, incluant la valeur d'importation initiale des fournitures, et la marge (ou réduction) éventuelle, ainsi que les autres coûts associés, et les droits de douanes et autres taxes d'importation déjà payés ou à payer sur les fournitures déjà importées ;
 - ii. les droits de douanes et autres taxes d'importation déjà payés (justifiés par des documents) ou à payer sur les fournitures déjà importées ;
 - iii. le prix des fournitures obtenu par différence de (i) et (ii) ci-dessus ;
 - iv. les taxes sur les ventes et autres taxes perçues sur les fournitures qui seront dues au Cameroun si le Marché est attribué ;
 - v. le prix des transports intérieurs, assurance et autres services locaux afférents à la livraison des fournitures jusqu'à leur destination finale (site du projet) spécifiée dans le RPAO.
- d. Pour les Services connexes, autres que transports intérieurs et autres services nécessaires pour acheminer les fournitures à leur lieu de destination finale, lorsque de tels services connexes sont requis :
- i. le prix de chaque élément faisant partie des services connexes y compris ;
 - ii. tous les droits de douane, taxes sur les ventes et autres taxes similaires perçues sur les services connexes au Cameroun si le marché est attribué.



13.3. Les prix offerts par le soumissionnaire seront fermes pendant toute la durée d'exécution du Marché et ne pourront varier en aucune manière, sauf disposition contraire du RPAO. Une offre assortie d'une clause de révision des prix sera considérée comme non conforme et sera écartée, en application de l'article 29.3 du RGAO.

13.4. Au cas où l'appel d'offres comprend plusieurs lots, les prix indiqués pour un lot donné devront correspondre à la totalité des articles de ce lot, et à la totalité de la quantité indiquée pour chaque article. Les Soumissionnaires désirant offrir une réduction de prix en cas d'attribution de plus d'un marché spécifieront les réductions applicables à chaque groupe de lots ou à chaque marché du groupe de lots, à la condition que les offres pour tous les lots soient soumises et ouvertes en même temps.

Article 14 : Monnaies de l'offre

Les prix seront libellés dans les monnaies précisées ci-après :

- a. Pour les fournitures et services en provenance du Cameroun, les prix seront libellés en franc CFA ;
- b. Pour les fournitures et services en provenance d'un pays autre que celui du Maître d'Ouvrage les prix seront libellés dans la monnaie du pays d'origine des fournitures ou en Euros.

Article 15 : Documents attestant l'admissibilité du Soumissionnaire

Le Soumissionnaire fournira, en tant que partie intégrante de son offre, des documents attestant qu'il satisfait aux dispositions de l'article 4 du RGAO.

Article 16 : Documents attestant l'admissibilité des fournitures

- 16.1. En application des dispositions de l'article 5 du RGAO, le soumissionnaire fournira, en tant que partie intégrante de son offre, les documents attestant que l'ensemble des fournitures et services qu'il se propose de fournir en exécution du Marché satisfont aux critères de provenance.
- 16.2. Ces documents consisteront en une déclaration sur le pays d'origine des fournitures et services proposés dans le Bordereau des prix, déclaration à confirmer par un certificat d'origine délivré au moment de l'embarquement.

Article 17 : Documents attestant la conformité des fournitures

- 17.1. Pour établir la conformité des Fournitures et Services connexes au Dossier d'appel d'offre, le Soumissionnaire fournira dans le cadre de son offre les preuves écrites que les fournitures se conforment aux spécifications techniques et normes spécifiées dans le Descriptif de la Fourniture.
- 17.2. Ces preuves peuvent revêtir la forme de prospectus, dessins ou données et comprendront une description détaillée des principales caractéristiques techniques et de performance des Fournitures et Services connexes, démontrant qu'ils correspondent pour l'essentiel aux spécifications et, le cas échéant une liste des divergences et réserves par rapport aux dispositions du Descriptif de la Fourniture.
- 17.3. Le soumissionnaire fournira également une liste donnant tous les détails, y compris les sources d'approvisionnement disponibles et les prix courants des pièces de rechange, outils spéciaux, etc., nécessaires au fonctionnement correct et continu des fournitures depuis le début de leur utilisation par le Maître d'Ouvrage pendant la période précisée au RPAO.
- 17.4. Les normes qui s'appliquent aux modes d'exécution, procédés de fabrication, équipements et matériels, ainsi que les références à des noms de marque ou à des numéros de catalogue spécifiés par le Maître d'Ouvrage sur le Bordereau des quantités, calendrier de livraison, et spécifications techniques ne sont mentionnés qu'à titre indicatif et n'ont nullement un caractère restrictif.

Le soumissionnaire peut leur substituer d'autres normes de qualité, noms de marque et/ou d'autres numéros de catalogue, pourvu qu'il établisse à la satisfaction du Maître d'Ouvrage que les normes, marques et numéros ainsi substitués sont substantiellement équivalents ou supérieurs aux spécifications du Bordereau des quantités, calendrier de livraison, et spécifications techniques.

Article 18 : Documents attestant la qualification du Soumissionnaire

Les documents attestant que le soumissionnaire est qualifié pour exécuter le Marché si son offre est acceptée établiront, à la satisfaction du Maître d'Ouvrage :

- a. Si le RPAO le stipule, que dans le cas d'un soumissionnaire offrant de livrer en exécution du Marché, des fournitures qu'il ne fabrique ni ne produit par ailleurs, ledit soumissionnaire est dûment autorisé par le Fabricant de ces fournitures à les livrer au Cameroun ;
- b. Que le soumissionnaire a la capacité financière, technique et de production nécessaire pour exécuter le Marché ;
- c. Que, dans le cas où le Soumissionnaire n'exerce pas d'activité au Cameroun, il y est ou sera (si le Marché lui est attribué) représenté par un Agent doté des moyens et des capacités voulus pour

assurer les tâches de maintenance, de réparation et de stockage de pièces de rechange correspondant aux obligations spécifiées dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières et/ou les Spécifications techniques ;

- d. Que le soumissionnaire jouit d'une expérience pertinente pour des prestations similaires à celles prévues au DAO.

Article 19 : Caution de soumission

19.1. En application de l'article 12 du RGAO, le soumissionnaire fournira une caution de soumission du montant spécifié dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres, laquelle fera partie intégrante de son offre.

19.2. La caution de soumission sera conforme au modèle présenté dans le Dossier d'Appel d'offres; d'autres modèles peuvent être autorisés, sous réserve de l'approbation préalable du Maître d'Ouvrage. La Caution de soumission demeurera valide pendant trente (30) jours au-delà de la date limite originale de validité des offres, ou de toute nouvelle date limite de validité demandée par le Maître d'Ouvrage et acceptée par le Soumissionnaire, conformément aux dispositions de l'Article 20.2 du RGAO.

19.3. Toute offre non accompagnée d'une Caution de Soumission acceptable sera rejetée par le Maître d'Ouvrage comme non conforme. La Caution de Soumission d'un groupement d'entreprises doit être établie au nom du mandataire soumettant l'offre et mentionner chacun des membres du groupement.

19.4. Les Cautions de Soumission des soumissionnaires non retenus seront restituées dans un délai de quinze (15) jours, après la publication du résultat de l'attribution.

19.5. La Caution de Soumission de l'attributaire du Marché sera libérée dès que ce dernier aura signé le marché et fourni le Cautionnement définitif requis.

19.6. La caution de soumission peut être saisie :

a. si le Soumissionnaire :

- i. retire son offre pendant le délai de validité qu'il aura spécifié dans son offre ; ou
- ii. n'accepte pas la correction des erreurs en application de l'article 30.4 du RGAO ; ou

b. si le Soumissionnaire retenu :

- i. manque à son obligation de souscrire le marché en application de l'article 42 du RGAO ; ou

- ii. manque à son obligation de fournir le cautionnement définitif en application de l'article 43 du RGAO.

Article 20 : Délai de validité des offres

20.1. Les offres doivent demeurer valables pendant la période spécifiée dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres à compter de la date de remise des offres fixée par le Maître d'Ouvrage, en application de l'article 23 du RGAO. Une offre valable pour une période plus courte sera rejetée par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué comme non conforme.

20.2. Dans des circonstances exceptionnelles, le Maître d'Ouvrage peut solliciter le consentement du Soumissionnaire à une prolongation du délai de validité. La demande et les réponses qui lui seront faites le seront par écrit (ou par télécopie). La validité de la caution de soumission prévue à l'article 19 du RGAO sera de même prolongée pour une durée correspondante. Un soumissionnaire peut refuser de prolonger la validité de son offre sans perdre sa caution de soumission.

Un soumissionnaire qui consent à une prolongation ne se verra pas demander de modifier son offre, ni ne sera autorisé à le faire.

- 20.3. Lorsque le marché ne comporte pas d'article de révision de prix et que la période de validité des offres est prorogée de plus de soixante (60) jours, les montants payables au soumissionnaire retenu, seront actualisés par application de la formule y relative figurant à la demande de prorogation que le Maître d'Ouvrage adressera au(x) soumissionnaire(s).

La demande du maître d'ouvrage devra inclure une forme de révision des prix. La période d'actualisation ira de la date de dépassement des soixante (60) jours à la date de notification du marché ou de l'ordre de service de démarrage des travaux au soumissionnaire retenu, tel que prévu par le CCAP. L'effet de l'actualisation n'est pas pris en considération aux fins de l'évaluation.

Article 21 : Forme et signature de l'offre

- 21.1. Le Soumissionnaire préparera un original des documents constitutifs de l'offre décrits à l'Article 12 du RGAO, en un volume portant clairement l'indication "ORIGINAL". De plus, le Soumissionnaire soumettra le nombre de copies requis dans les RPAO, portant l'indication "COPIE". En cas de divergence entre l'original et les copies, l'original fera foi.
- 21.2. L'original et toutes les copies de l'offre devront être dactylographiés ou écrits à l'encre indélébile (dans le cas des copies, des photocopies sont également acceptables) et seront signés par la ou les personnes dûment habilitées à signer au nom du soumissionnaire, conformément à l'Article 6.1 (a) ou 6.2 (c) du RGAO, selon le cas. Toutes les pages de l'offre comprenant des surcharges ou des changements seront paraphées par le ou les signataires de l'offre.
- 21.3. L'offre ne doit comporter aucune modification, suppression ou surcharge, à moins que de telles corrections ne soient paraphées par le ou les signataires de l'offre.

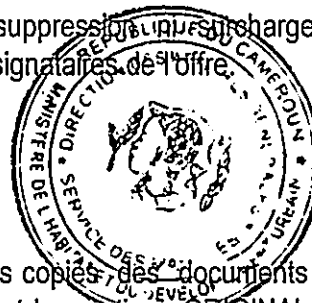
D. Dépôt des offres

Article 22 : Cachetage et marquage des offres.

- 22.1. Le Soumissionnaire placera l'original et les copies des documents constitutifs de l'offre dans deux enveloppes séparées et scellées portant la mention «ORIGINAL» et «COPIE», selon le cas. Ces enveloppes seront ensuite placées dans une enveloppe extérieure qui devra également être scellée, mais qui ne devra donner aucune indication sur l'identité du soumissionnaire.
- 22.2. Les enveloppes intérieures et extérieures :
- Seront adressées au Maître d'Ouvrage à l'adresse indiquée dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres ;
 - Porteront le nom du projet ainsi que l'objet et le numéro de l'Avis d'appel d'offres indiqués dans le RPAO, et la mention "A NOUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT".
- 22.3. Les enveloppes intérieures porteront également le nom et l'adresse du Soumissionnaire de façon à permettre au Maître d'Ouvrage de renvoyer l'offre scellée si elle a été ouverte.
- 22.4. Si l'enveloppe extérieure n'est pas scellée et marquée comme indiqué à l'article 22.2 susvisé, le Maître d'Ouvrage ne sera nullement responsable si l'offre est égarée ou ouverte prématurément.

Article 23 : Date et heure limite de dépôt des offres

- 23.1. Les offres doivent être reçues par le Maître d'Ouvrage à l'adresse spécifiée à l'article 22.2 (a) du RPAO au plus tard à la date et à l'heure spécifiée dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres
- 23.2. Le Maître d'Ouvrage peut, à son gré, reporter la date limite fixée pour le dépôt des offres en publiant un additif conformément aux dispositions de l'article 9 du RGAO. Dans ce cas, tous les droits et obligations du Maître d'Ouvrage et des soumissionnaires précédemment régis par la date limite initiale seront régis par la nouvelle date limite.



Article 24 : Offres hors délai

Toute offre parvenue au Maître d'Ouvrage après les date et heure limites fixées pour le dépôt des offres conformément à l'Article 23 du RGAO sera déclarée hors délai et, par conséquent, rejetée.

Article 25 : Modification, substitution et retrait des offres

25.1. Un Soumissionnaire peut modifier, remplacer ou retirer son offre après l'avoir déposée, à condition que la notification écrite de la modification ou du retrait, soit reçue par le Maître d'Ouvrage avant l'achèvement du délai prescrit pour le dépôt des offres. Ladite notification doit être signée par un représentant habilité en application de l'article 21.2 du RGAO.

La modification ou l'offre de remplacement correspondante doit être jointe à la notification écrite. Les enveloppes doivent porter clairement selon le cas, la mention « RETRAIT » et « OFFRE DE REMPLACEMENT » ou « MODIFICATION ».

25.2. La notification de modification, de remplacement ou de retrait de l'offre par le soumissionnaire sera préparée, cachetée, marquée et envoyée conformément aux dispositions de l'article 22 du RGAO. Le retrait peut également être notifié par télécopie, mais devra dans ce cas être confirmé par une notification écrite, dûment signée et dont la date, le cachet postal faisant foi, ne sera pas postérieure à la date limite fixée pour le dépôt des offres.

25.3. Les offres dont les soumissionnaires demandent le retrait en application de l'article 25.1 leur seront envoyées sans avoir été ouvertes.

25.4. Aucune offre ne peut être retirée dans l'intervalle compris entre la date limite de dépôt des offres et l'expiration de la période de validité de l'offre spécifiée par le modèle de soumission. Le retrait de son offre par un Soumissionnaire pendant cet intervalle peut entraîner la confiscation de la caution de soumission conformément aux dispositions de l'article 19.6 du RGAO.

E. Ouverture des plis et évaluation des offres

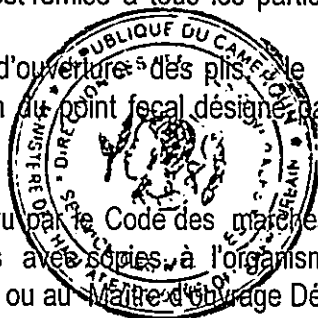
Article 26 : Ouverture des plis et recours

26.1. La Commission de Passation des Marchés compétente procédera à l'ouverture des plis en un ou deux temps en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent y assister ou ceux qualifiés, à la date, à l'heure et à l'adresse indiquée dans le RPAO. Les représentants des soumissionnaires qui sont présents signeront un registre ou une feuille attestant leur présence. L'ouverture des plis en un temps est appropriée lorsque les critères de qualification sont aisément applicables.

26.2. Dans un premier temps, les enveloppes marquées « Retrait » seront ouvertes et leur contenu annoncé à haute voix, tandis que l'enveloppe contenant l'offre correspondante sera renvoyée au soumissionnaire sans avoir été ouverte. Le retrait d'une offre ne sera autorisé que si la notification correspondante contient une habilitation valide du signataire à demander le retrait et si cette notification est lue à haute voix. Ensuite, les enveloppes marquées « Offre de Remplacement » seront ouvertes et annoncées à haute voix et la nouvelle offre correspondante substituée à la précédente; laquelle sera renvoyée au Soumissionnaire concerné sans avoir été ouverte.

Le remplacement d'offre ne sera autorisé que si la notification correspondante contient une habilitation valide du signataire à demander le remplacement et est lue à haute voix. Enfin, les enveloppes marquées « modification » seront ouvertes et leur contenu lu à haute voix avec l'offre correspondante. La modification d'offre ne sera autorisée que si la notification correspondante contient une habilitation valide du signataire à demander la modification et est lue à haute voix. Seules les offres qui ont été ouvertes et annoncées à haute voix lors de l'ouverture des plis seront ensuite évaluées.

- 26.3. Toutes les enveloppes seront ouvertes l'une après l'autre et le nom du soumissionnaire annoncé à haute voix ainsi que la mention éventuelle d'une modification, le prix de l'offre, y compris tout rabais [en cas d'ouverture des offres financières] et toute variante le cas échéant, l'existence d'une garantie d'offre si elle est exigée, et tout autre détail que le Maître d'Ouvrage peut juger utile de mentionner. Seuls les rabais et variantes de l'offre annoncés à haute voix lors de l'ouverture des plis seront soumis à évaluation.
- 26.4 Les offres (et les modifications reçues conformément aux dispositions de l'article 24 du RGAO) qui n'ont pas été ouvertes et lues à haute voix durant la séance d'ouverture des plis, quelle qu'en soit la raison, ne seront pas soumises à évaluation.
- 26.5 Il est établi, séance tenante un procès-verbal d'ouverture des plis qui mentionne la recevabilité des offres, leur régularité administrative, leurs prix, leurs rabais, et leurs délais ainsi que la composition de la sous-commission d'analyse. Une copie dudit procès-verbal à laquelle est annexée la feuille de présence est remise à tous les participants à la fin de la séance.
- 26.6 A la fin de chaque séance d'ouverture des plis, le Président de la Commission met immédiatement à la disposition du point focal désigné par l'ARMP, une copie paraphée des offres des soumissionnaires.
- 26.7 En cas de recours, tel que prévu par le Code des marchés publics, il doit être adressé à l'autorité chargée des marchés publics avec copie à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics et au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué ;
Il doit parvenir dans un délai maximum de trois (03) jours ouvrables après l'ouverture des plis, sous la forme d'une lettre à laquelle est obligatoirement joint un feuillet de la fiche de recours dûment signée par le requérant et, éventuellement, par le Président de la Commission de Passation des Marchés ;
- L'Observateur Indépendant annexe à son rapport, le feuillet qui lui a été remis, assorti des commentaires ou des observations y afférents.



Article 27 : Caractère confidentiel de la procédure

- 27.1. Aucune information relative à l'examen, à l'évaluation, à la comparaison des offres, à la vérification de la qualification des soumissionnaires, et à la recommandation d'attribution du Marché, ne sera donnée aux soumissionnaires ni à toute autre personne non concernée par ladite procédure tant que l'attribution du Marché n'aura pas été rendue publique.
- 27.2. Toute tentative faite par un soumissionnaire, pour influencer la Commission de Passation des Marchés ou la Sous-Commission d'analyse dans l'évaluation des offres ou le Maître d'Ouvrage dans la décision d'attribution, peut entraîner le rejet de son offre.
- 27.3. Nonobstant les dispositions de l'alinéa 27.2, entre l'ouverture des plis et l'attribution du marché, si un Soumissionnaire souhaite entrer en contact avec le Maître d'Ouvrage pour des motifs ayant trait à son offre, il devra le faire par écrit.

Article 28 : Eclaircissements sur les offres et contacts avec le Maître d'Ouvrage

- 28.1. Pour faciliter l'examen, l'évaluation et la comparaison des offres, la Commission de Passation des Marchés peut, si elle le désire, demander à tout soumissionnaire de donner des éclaircissements sur son offre. La demande d'éclaircissements et la réponse qui lui est apportée sont formulées par écrit, mais aucun changement du montant ou du contenu de la soumission n'est recherché, offert ou autorisé, sauf si c'est nécessaire pour confirmer la correction d'erreurs de calcul découvertes par la Sous-Commission d'analyse, lors de l'évaluation des soumissions conformément aux dispositions de l'Article 32 du RGAO.

28.2. Sous réserve des dispositions de l'alinéa 1 susvisé, les soumissionnaires ne contacteront pas les membres de la Commission des marchés et de la Sous-Commission pour des questions ayant trait à leurs offres, entre l'ouverture des plis et l'attribution du marché.

Article 29 : Conformité des offres

- 29.1. La Sous-Commission d'analyse procédera à un examen détaillé des offres pour déterminer si elles sont complètes, si les garanties exigées ont été fournies, si les documents ont été correctement signés, et si les offres sont d'une façon générale en bon ordre.
- 29.2. La Commission des Marchés déterminera, après avis de la Sous-Commission d'analyse, si l'offre est conforme pour l'essentiel aux dispositions du Dossier d'Appel d'Offres en se basant sur son contenu sans avoir recours à des éléments de preuve extrinsèques.
- 29.3. Une offre conforme pour l'essentiel est une offre conforme à toutes les stipulations, spécifications et conditions du Dossier d'Appel d'Offres, sans divergence, réserve ou omissions substantielles. Les divergences ou omission substantielles sont celles :
- Qui limitent de manière substantielle la portée, la qualité ou les performances des Fournitures et Services connexes spécifiés dans le Marché ; ou
 - Qui limitent, d'une manière substantielle et non conforme au Dossier d'Appel d'Offres, les droits du Maître d'Ouvrage ou les obligations du soumissionnaire au titre du Marché ; ou
 - Dont l'acceptation serait préjudiciable aux autres soumissionnaires ayant présenté des offres conformes pour l'essentiel.
- 29.4. Si une offre n'est pas conforme pour l'essentiel, elle sera écartée par la Commission des Marchés Compétente et ne pourra être par la suite rendue conforme.
- 29.5. Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'accepter ou de rejeter toute modification, divergence ou réserve. Les modifications, divergences, variantes et autres facteurs qui dépassent les exigences du Dossier d'Appel d'Offres ne doivent pas être pris en compte lors de l'évaluation des offres.

Article 30 : Evaluation de l'offre technique

- 30.1 La Sous-Commission d'analyse examinera l'offre pour confirmer que toutes les conditions spécifiées dans le RPAO et le CCAP ont été acceptées par le soumissionnaire sans divergence ou réserve substantielle.
- 30.2 La Sous-Commission d'analyse évaluera les aspects techniques de l'offre présentée conformément à la clause 17 du RGAO afin de s'assurer que toutes les stipulations du Bordereau des prix, du calendrier de livraison et du Descriptif de la Fourniture (Spécifications techniques, Plans, Inspections et Essais), sont respectées sans divergence ou réserve substantielle.
- 30.3 Si, après l'examen des termes et conditions de l'appel d'offres et l'évaluation technique, la Sous-Commission d'analyse établit que l'offre n'est pas conforme pour l'essentiel en application de la clause 29 du RGAO, elle proposera à la commission de Passation des Marchés d'écartier l'offre en question.

Article 31 : Qualification du soumissionnaire

La Sous-Commission s'assurera que le soumissionnaire retenu pour avoir soumis l'offre substantiellement conforme aux dispositions du Dossier d'Appel d'Offres, satisfait aux critères de qualification stipulés à l'article 6 du RPAO. Il est essentiel d'éviter tout arbitraire dans la détermination de la qualification.

Article 32 : Correction des erreurs

- 32.1. La Sous-commission d'analyse vérifiera les offres reconnues conformes pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres pour en rectifier les erreurs de calcul éventuelles. La sous-commission

d'analyse corrigera les erreurs de la façon suivante

- a. S'il y a contradiction entre le prix unitaire et le prix total obtenu en multipliant le prix unitaire par les quantités, le prix unitaire fera foi et le prix total sera corrigé, à moins que, de l'avis de la Sous-commission d'analyse, la virgule des décimales du prix unitaire soit manifestement mal placée, auquel cas le prix total indiqué prévaudra et le prix unitaire sera corrigé ;
 - b. Si le total obtenu par addition ou soustraction des sous-totaux n'est pas exact, les sous totaux feront foi et le total sera corrigé ;
 - c. S'il y a contradiction entre le prix indiqué en lettres et en chiffres, le montant en lettres fera foi, à moins que ce montant soit lié à une erreur arithmétique confirmée par le sous-détail dudit prix, auquel cas le montant en chiffres prévaudra sous réserve des alinéas (a) et (b) ci-dessus.
- 32.2. Le montant figurant dans la soumission sera corrigé par la Sous-Commission d'analyse, conformément à la procédure de correction d'erreurs susmentionnée et, avec la confirmation du soumissionnaire, ledit montant sera réputé l'engager.
- 32.3. Si le soumissionnaire ayant présenté l'offre évaluée la moins disante, n'accepte pas les corrections apportées, son offre sera écartée et sa garantie pourra être saisie.

Article 33 : Conversion en une seule monnaie

- 33.1. Pour faciliter l'évaluation et la comparaison des offres, la sous-commission d'analyse convertira les prix des offres exprimés dans les diverses monnaies dans lesquelles le montant de l'offre est payable en francs CFA.
- 33.2. La conversion se fera en utilisant le cours vendeur fixé par la BEAC, en vigueur à la date limite de dépôt des offres dans les conditions définies par le RPAO.

Article 34 : Evaluation des offres au plan financier

- 34.1. La Sous-Commission d'analyse procédera à l'évaluation et à la comparaison des offres dont elle aura déterminé au préalable qu'elles répondent pour l'essentiel aux dispositions du Dossier d'Appel d'Offres, au sens des articles 29, 30 et 31 du RGAO, comme indiqué ci-après.
- 34.2. Pour cette évaluation, la Sous-Commission d'analyse prendra en compte les éléments ci-après :
- a. Le prix de l'offre, indiqué suivant les dispositions de l'article 13 du RGAO ;
 - b. Les ajustements apportés au prix pour corriger les erreurs arithmétiques en application de l'article 32.3 du RGAO ;
 - c. Les ajustements du prix imputables aux rabais offerts en application de l'alinéa 13.4 du RGAO ;
 - d. Les ajustements, imputables à l'application d'une marge de préférence, le cas échéant, conformément à la clause 35 du RGAO.
- 34.3. Lors de l'évaluation du montant des offres, la Sous-Commission d'analyse exclura et ne prendra pas en compte :
- a. Dans le cas de Fournitures fabriquées au Cameroun, des taxes sur les ventes ou autres taxes du même type dues sur le montant des fournitures ;
 - b. Dans le cas de Fournitures déjà importées ou à importer, des droits de douane et autres droits d'entrée, des taxes sur les ventes ou autres taxes du même type dues sur le montant des fournitures ;
 - c. Dans le cas de Services connexes, des droits de douanes, taxes sur les ventes et autres taxes similaires qui seront dus sur les Services connexes en cas d'attribution du Marché ;
 - d. De toute provision éventuelle pour révision des prix pendant la période d'exécution du Marché, lorsqu'elle est prévue dans l'offre.
- 34.4. Pour évaluer le montant de l'offre, la Sous-Commission d'analyse peut devoir prendre également en considération des facteurs autres que le prix de l'offre, dont les caractéristiques, la performance des Fournitures et Services connexes et leurs conditions d'achat. Les facteurs retenus et précisés dans le RPAO, le cas échéant, seront exprimés en termes monétaires de manière à faciliter la comparaison des offres.

Article 35 : Marge de préférence

Si cette disposition est mentionnée dans le RPAO, les entrepreneurs nationaux peuvent bénéficier d'une marge de préférence nationale telle que prévue par le Code des Marchés Publics aux fins d'évaluation des offres.

Article 36 : Comparaison des offres

La Sous-Commission d'analyse comparera toutes les offres substantiellement conformes pour déterminer l'offre évaluée la moins disante, en application des clauses 34 et 35 du RGAO.

F. Attribution du Marché

Article 37 : Attribution du marché

- 37.1. Le Maître d'Ouvrage attribuera le Marché au soumissionnaire dont l'offre a été reconnue conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres, qui dispose des capacités techniques et financières requises pour exécuter le Marché de façon satisfaisante et dont l'offre a été évaluée la moins-disante en incluant le cas échéant les rabais proposés.
- 37.2. Si l'appel d'offres porte sur plusieurs lots, l'offre la moins disante sera déterminée en évaluant ce marché en liaison avec les autres lots à attribuer concurremment, en prenant en compte les rabais offerts par les soumissionnaires en cas d'attribution de plus d'un lot, ainsi que de leur plan de charges au moment de l'attribution.

Article 38 : Droit du Maître d'Ouvrage de déclarer un appel d'offres infructueux ou d'annuler une procédure

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'annuler une procédure d'Appel d'Offres (après autorisation du Premier Ministre lorsque les offres ont été ouvertes) ou de déclarer un appel d'offres infructueux après avis de la Commission des Marchés Compétente, sans qu'il y ait lieu à réclamation.

Article 39 : Droit de modification des quantités lors de l'attribution du Marché

Le Maître d'Ouvrage, lors de l'attribution du Marché, se réserve le droit d'augmenter ou de diminuer, d'un pourcentage ne dépassant pas 15 %, la quantité des fournitures et des services initialement spécifiée dans le Bordereau des quantités, sans changement de prix unitaires ou d'autres termes et conditions.

Article 40 : Notification de l'attribution du marché

Avant l'expiration du délai de validité des offres fixé par le RPAO, le Maître d'Ouvrage notifiera à l'attributaire du Marché par télécopie, confirmée par lettre recommandée, que sa soumission a été retenue. Cette lettre indiquera le montant que le Maître d'Ouvrage paiera au contractant au titre de l'exécution du marché et le délai d'exécution.

Article 41 : Publication des résultats d'attribution du marché et recours

- 41.1. Le Maître d'Ouvrage communique à tout soumissionnaire ou administration concernée, sur requête à lui adressée dans un délai maximal de cinq (5) jours après la publication des résultats d'attribution, le rapport de l'Observateur Indépendant ainsi que le procès verbal de la séance d'attribution du marché y relatif auquel est annexé le rapport d'analyse des offres.
- 41.2. Le Maître d'Ouvrage est tenu de communiquer les motifs de rejet des offres des soumissionnaires concernés qui en font la demande.
- 41.3. Après la publication du résultat de l'attribution, les offres non retirées dans un délai maximal de quinze (15) jours seront détruites, sans qu'il y ait lieu à réclamation, à l'exception de l'exemplaire destiné à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics.
- 41.4. En cas de recours, il doit être adressé à l'autorité chargée des marchés publics, avec copies à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics, au Maître d'Ouvrage et au Président de la Commission.

Il doit intervenir dans un délai maximum de cinq (05) jours ouvrables après la publication des résultats.

Article 42 : Signature du marché

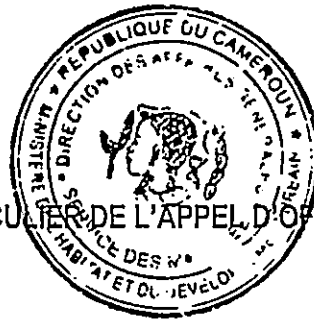
- 42.1. Après publication des résultats, le projet de marché souscrit par l'attributaire est soumis à la Commission de Passation des Marchés (et à la Commission Spécialisée de Contrôle des Marchés compétente, le cas échéant) pour adoption.
- 42.2. Le Maître d'Ouvrage dispose d'un délai de sept (07) jours pour la signature du marché à compter de la date de réception du projet de marché adopté par la Commission des Marchés compétente et souscrit par l'attributaire.
- 42.3. Le marché doit être notifié à son titulaire dans les cinq (5) jours qui suivent la date de sa signature.

Article 43 : Cautionnement définitif

- 43.1. Dans les vingt (20) jours suivant la notification du marché par le Maître d'Ouvrage, le cocontractant fournira au Maître de l'Ouvrage un Cautionnement définitif, sous la forme stipulée dans le RPAO, conformément au modèle joint dans le Dossier d'Appel d'Offres.
- 43.2. Le cautionnement peut être remplacé par la garantie d'une caution d'un établissement bancaire agréé conformément aux textes en vigueur et remise au profit du Maître d'Ouvrage ou par une caution personnelle et solidaire.
- 43.3. Les petites et moyennes entreprises (PME), artisans et chefs d'entreprises nationaux peuvent produire à la place du cautionnement, soit une hypothèque légale, soit une caution d'un établissement bancaire ou d'un organisme financier agréé de premier rang conformément aux textes en vigueur.
- 43.4. L'absence de production du cautionnement définitif dans les délais prescrits est susceptible de donner lieu à la résiliation pure et simple du marché.



PIECE N° 2 : REGLEMENT PARTICULIER DE L'APPEL D'OFFRES (RPAO)



ARTICLE 1 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

1.1. Le présent appel d'offres, lancé en procédure d'urgence, a pour objet l'acquisition des Véhicules au Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain en deux (02) lots. Les spécifications techniques de ce matériel sont données dans le cahier des spécifications techniques (CST).

1.2. L'opération pour laquelle le présent appel d'offres est lancé comporte deux (02) lots répartis ainsi qu'il suit :

N° de lot	Désignation	Nombre
1	véhicule station wagon	01
2	Pick-up 4x4, double cabine.	05
TOTAL		06

ARTICLE 2 : CONDITIONS DE PARTICIPATION

La participation au présent appel d'offres est ouverte à tous les prestataires ou groupements de prestataires régulièrement installés au Cameroun.

ARTICLE 3: MODIFICATION DES DOCUMENTS D'APPEL D'OFFRES

3.1 Additifs au dossier d'appel d'offres

Le Ministre de l'Habitat et du Développement Urbain peut, à tout moment avant la date limite de dépôt, et pour tout motif que ce soit, à son initiative ou en réponse à une demande d'éclaircissement formulée par un candidat 14 jours avant l'ouverture des offres, modifier par additif le dossier d'appel d'offres. La modification sera notifiée à tous les candidats qui auront acquis les dossiers d'appel d'offres par correspondance directe ou par voie de communiqué de presse.

3.2 Report des délais

Pour donner aux candidats les délais nécessaires à la prise en considération d'éventuelles modifications dans la préparation de leurs offres, le Ministre de l'Habitat et du Développement Urbain peut repousser la date limite de dépôt des soumissions.

ARTICLE 4 : PIÈCES CONSTITUANT LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le présent dossier d'appel d'offres comprend les documents suivants :

- 0- L'avis d'appel d'offres
- 1- Le règlement Général de l'Appel d'Offres (RGAO)
- 2- Le règlement particulier de l'appel d'offres (RPAO)
- 3- Le cahier des spécifications techniques (CST)
- 4- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- 5- Le cadre du bordereau des prix unitaires (BPU)
- 6- Le cadre du devis estimatif
- 7- Le sous détail des prix
- 8- Le modèle de soumission
- 9- Le modèle de caution de soumission
- 10- Le modèle de caution de cautionnement définitif
- 11- La grille d'évaluation.

ARTICLE 5 : PRESENTATION GENERALE DES OFFRES

L'offre comportera trois volumes :

- Volume 1 : les pièces administratives ;
- Volume 2 : l'Offre Technique ;
- Volume 3 : l'Offre Financière.

Les différentes pièces de chaque Offre seront numérotées dans l'ordre du DAO et séparées par des intercalaires de couleur identique.

NB : Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention de l'appel d'offre dans les délais impartis.

I- **Volume 1 (Pièces Administratives) :** Il comprendra les documents ci-après, datés d'au plus trois (03) mois:

- a) Une attestation de non-faillite, établie par le greffe du Tribunal de Grande Instance du lieu de résidence du soumissionnaire, (original) ;
- b) Une attestation de domiciliation bancaire du soumissionnaire, délivrée par une banque de 1^{er} ordre agréée par le Ministre en charge des Finances (Original) ;
- c) Une caution de soumission d'un montant d'un millions quatre cent mille (1 400 000) francs CFA pour le lot 1 et à trois millions (3 000 000) francs CFA (Original) et conforme au modèle joint au présent DAO ;
- d) Une quittance d'un montant de cent mille (150 000) Francs CFA attestant le paiement des frais d'achat du dossier de consultation, tel que précisé dans l'avis d'appel d'offres (Original) ;
- e) Une attestation pour soumission CNPS (Original) ;
- f) L'original de l'attestation de non-exclusion définitive des marchés publics délivrée par l'Agence de Régulation des Marchés Publics et relative au présent appel d'offre, dont l'original datant de moins de 03 mois ;
- g) Une attestation de conformité fiscale en cours de validité (Original)

En cas de groupement, chaque BET doit fournir les pièces administratives a, b, e, f et g ci-dessus énumérées ; ainsi que le pouvoir du mandataire et l'accord de groupement, s'agissant.

II- **Volume 2 (Offre technique) :** elle contiendra :

- a) Une description succincte des caractéristiques techniques des matériels proposés, accompagnée des originaux des fiches techniques correspondantes du constructeur ;
- b) Les références dans la fourniture des véhicules similaires au cours des 03 dernières années (Joindre les premières et dernières pages des marchés enregistrés, accompagnés des PV de réception provisoire ou définitive) ;
- c) Les certificats d'homologation des véhicules à livrer délivrés par le Ministère des Transports ;
- d) Une autorisation du fabricant ou concessionnaire agréé établi pour lesdits matériels et mentionnant l'adresse de l'usine de fabrication ;
- e) La garanti du fabricant ou du concessionnaire installé au Cameroun ;
- f) Une description du service après-vente qui sera assuré par le soumissionnaire :
 - une représentation géographique ;
 - des ateliers de réparation ;
 - un personnel qualifié pour les réparations nécessaires ;
 - un stock suffisant de pièces de rechange.
- g) CST paraphé à chaque page et signé sur la dernière page.

Le personnel qualifié évoqué comportera un chef d'atelier avec au moins un BTS ou équivalent et au moins huit ans d'expérience et au moins deux (02) techniciens en, mécanique auto, avec CAP, présentant une expérience professionnelle minimale de trois ans.

h) CCAP paraphé à chaque page et signé sur la dernière page ;

i) Déclaration sur l'honneur de non abandon de marchés au cours des trois (03) dernières années.

III- **Volume 3 (Offre Financière) :** elle contiendra :

- Une soumission timbrée au taux en vigueur et conforme au modèle du DAO, signée, cachetée et datée ;
- Un Bordereau des prix unitaires, signé, cacheté et daté ;
- Un détail estimatif, signé, cacheté et daté ;
- Le sous-détail des prix, signé, paraphé et daté.

5.3 Remise des offres

Chaque offre rédigée en français ou en anglais sera transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le [28 MARS 2024] à [13 heures, heure locale]. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-dessous dans les délais impartis.

Les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

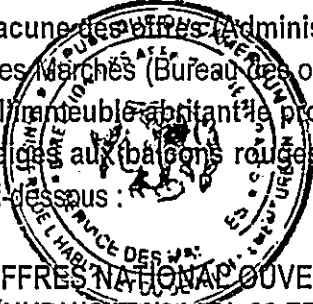
- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.]

N.B : un exemplaire original physique de chacune des offres (Administrative ; Technique et Financière) devra parvenir sous plis fermés ; au Service des Marchés (Bureau des offres) du Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain, sise au 2^{ème} étage de l'immeuble abritant le projet PDVIR/MINH DU, situé derrière la DGSN à LONGKAK-Yaoundé (bâtiment beige aux balcons rouges) au plus tard le 28 MARS 2024 à 13 heures, heure locale et portant la mention ci-dessous :



« APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
N° 00044/E/2/AONO/MINH DU/CIPM/24 DU 22 FEVRIER 2024
POUR L'ACQUISITION DES VEHICULES AU MINISTERE DE
L'HABITAT ET DU DEVELOPPEMENT URBAIN EN DEUX (02) LOTS
(EN PROCÉDURE D'URGENCE)
LOT N°
A N'OUVRIR QU'EN SÉANCE DE DÉPOUILLEMENT ».

ARTICLE 6 : VALIDITE DE LA SOUMISSION

Le soumissionnaire reste engagé par son offre pour un délai de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date limite fixée pour la remise des soumissions. Le Ministre de l'Habitat et du Développement Urbain se réserve le droit de ne pas donner suite à la présente consultation, si elle n'a pas obtenu de soumission qui lui paraisse acceptable ou pour toute autre raison.

ARTICLE 7 : EVALUATION DES OFFRES

7.1 Ouverture des plis

L'ouverture des offres s'effectuera en un seul temps et aura lieu le 28 MARS 2024 à partir de 14 heures, heure locale, dans la salle de réunion de la Commission Interne de Passation des Marchés du MINH DU, sise au 2^{ème} étage de l'immeuble abritant le projet PDVIR/MINH DU, situé derrière la DGSN à NLONGKAK-Yaoundé (bâtiment beige aux balcons rouges).

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée et ayant une bonne connaissance du dossier.

7.2 Eclaircissements concernant l'offre

Pour aider à examiner, à évaluer et à comparer les offres, la Commission de Passation des Marchés du Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain a toute latitude de demander aux soumissionnaires des éclaircissements sur leurs offres. La demande d'éclaircissement se fera par écrit, la réponse sera donnée par écrit. Aucun changement de prix de l'offre ne sera demandé, offert ou autorisé.

7.3 Examen préliminaire

La Commission de Passation des Marchés du Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain examinera les offres administratives pour déterminer si elles sont complètes et conformes aux indications du DAO.

7.4 Evaluation et comparaison des offres :

La Sous-commission d'analyse évaluera et comparera les offres qui auront préalablement répondu de façon substantielle aux conditions de l'appel d'offres.

L'évaluation des offres se fera de la manière suivante :

1^{er} temps : vérification de la conformité des pièces administratives et de l'offre technique par rapport au DAO, puis évaluation de l'offre technique ;

2^{ème} temps : Vérification de la conformité de l'offre financière par rapport au DAO, puis analyse de cette dernière.

Cette deuxième étape concerne uniquement les soumissionnaires dont les offres techniques auront préalablement obtenu 80% d'éléments positifs au terme de l'analyse.



7.5 Critères d'évaluation :

Pour la comparaison définitive des offres, les critères ci-après seront pris en compte :

7.6 - Critères éliminatoires

- m) Absence de la caution de soumission dans le dossier administratif à l'ouverture des plis ;
- n) Non-production au-delà du délai de 48h après l'ouverture des plis ou après constatation dûment notifiée au soumissionnaire, d'une pièce administrative jugée non conforme ou absente ;
- o) Fausse déclaration ou pièce falsifiée ;
- p) Absence de déclaration sur l'honneur de non abandon de marchés au cours des trois (03) dernières années ;
- q) Absence du prospectus ou de la fiche technique du fabricant précisant clairement les caractéristiques du matériel proposé ;
- r) Absence de l'autorisation du fabricant ou du concessionnaire agréé;
- s) Absence du certificat d'homologation délivré par le Ministère des Transports ;
- t) Absence d'une référence en fourniture de véhicule d'un montant supérieur ou égal à 50 millions pour le lot 1 et de 130 millions pour le lot 2 au cours des trois dernières années ;
- u) Absence d'une pièce de l'offre financière ;
- v) Absence d'une garantie du fabricant ou du concessionnaire installé au Cameroun supérieure ou égale à trois ans ou au 100 000 km ;
- w) Omission d'un prix unitaire quantifié dans le BPU ou SDPU;
- x) Non-conformité à l'une des caractéristiques majeures suivantes :

CARACTERISTIQUES MAJEURES PAR LOT:

LOT 1 (Véhicule station wagon)

- Garde au sol : ≥ 215 mm
- Puissance fiscale : au moins 9CV

- Capacité du réservoir : double réservoir entre (87 + 63)
- Empattement : 2780-3200 mm
- Cylindrée : 2750 - 2780cc
- Type de moteur : Diesel, 4 cylindres
- Nombre de Place sup ou égal à 7 places

LOT 2 (Vehicules 4x4 pick up double cabine)

- Garde au sol : 305-315mm
- Puissance max (ch) : 95 / 4000
- Capacité du réservoir : 75-85 litres
- Empattement : 3080-3090 mm
- Cylindrée : 2980 - 2990cc
- Type de moteur : Diesel, 4 cylindres

- Non satisfaction aux spécifications techniques ($\geq 80\%$) :

LOT 1 (Véhicule station wagon)

	Moteur
1	Puissance Maxi Nm/(tr/mn) : au moins 500/1600-2800
2	Puissance Maxi ch à tr/mn : au moins 204/3000-3400
	Transmission
3	Transmission : 4x4 permanent
4	Boite de vitesse : Automatique
	Frein
5	Avant : Disques ventilés
6	Arrière : Disques ventilés
	Pneumatiques
7	Dimensions pneu : 265/55 R19
	Dimensions et poids
8	Longueur : 5000mm < L < 5015mm
9	Largeur : 1880mm < l < 1890mm
10	Hauteur : 1885 mm < H < 1895mm
11	Poids total en charge : 2900 < PTC < 3000 kg
	Autres
12	Direction : assisté
13	Radio, USB, Bluetooth, voice control
14	Triangle de pré-signalisation
15	fermeture centralisée auto après démarrage
16	Extincteur
17	Roue de secours + cric avec manche

LOT 2 (Véhicules 4x4 pick up double cabine)

	Moteur
1	Puissance Maxi kW à tr/mn : au moins 70/4000
2	Puissance Maxi ch à tr/mn : au moins 95/4000
	Transmission
3	Transmission : 4x4 enclenchable manuellement
4	Boite de vitesse : manuel
	Frein
5	Avant : Disques ventilés
6	Arrière : Tambour

Pneumatiques	
7	Dimensions pneu : 205R16C
	Dimensions, poids et capacité
8	Longueur : 5320mm<L<5330mm
9	Largeur : 1790mm<l<1810mm
10	Hauteur : 1810 mm<H<1820mm
11	Poids total en charge : 2800 < PTC < 2830 kg
12	Nombre de place : 6
	Autres
13	Direction : assisté
14	Radio, USB, Bluetooth,
15	Triangle de pré-signalisation
16	Extincteur
17	Roue de secours + cric avec manche

7.7 Critères Essentiels pour tous les lots

Les critères essentiels qui seront évalués de façon binaire portent sur :

Lot 1 : Véhicule station wagon

- Présentation (04 sous critères) ;
 - Expérience du soumissionnaire/dans le domaine (01 sous critère) ;
 - Service après-vente et garantie du matériel (02 sous critères) ;
 - Spécifications techniques (34 sous critères) ;
 - Délai de livraison (01 sous critère) ;
 - CCAP et CST (02 sous critères).
- Total 44 Critères



Lot 2 : Véhicule pick-up 4x4, double cabine

- Présentation (04 sous critères) ;
 - Expérience du soumissionnaire dans le domaine (01 sous critère) ;
 - Service après-vente et garantie du matériel (02 sous critères) ;
 - Spécifications techniques (33 sous critères) ;
 - Délai de livraison (01 sous critère) ;
 - CCAP et CST (02 sous critères).
- Total 43 Critères

Les détails de ces critères essentiels sont précisés dans la grille d'évaluation jointe au DAO.

N.B : la Non-satisfaction de moins de 80% des critères essentiels entraîne l'élimination du soumissionnaire.

ARTICLE 8 : ATTRIBUTION DU MARCHE

8.1 Mode d'attribution

Le Maître d'ouvrage attribuera le marché au soumissionnaire présentant l'offre la moins disante, et remplissant les capacités techniques et administratives requises.

Un même soumissionnaire peut être attributaire de tous les lots.

8.2 Notification de l'attribution

La notification de l'attribution du marché se fera par voie de communiqué de presse ou tout autre moyen à la convenance de l'Autorité Contractante. A la publication du résultat de l'appel d'offres, les soumissionnaires non retenus sont invités à retirer leurs soumissions respectives dans un délai d'un mois sous peine de destruction.

8.3 Libération de la caution de soumission

Les soumissionnaires non retenus pourront récupérer leur caution de soumission après publication des résultats. Les attributaires par contre ne pourront retirer les cautions de soumission qu'après constitution du cautionnement définitif.

8.4 Edition et diffusion du marché

Quinze (15) exemplaires du marché seront édités et diffusés par le Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain.

ARTICLE 9 : CAUTION DE SOUMISSION

Chaque soumissionnaire devra fournir un acte de caution de soumission, valable pendant trente (30) jours délai au-delà de la date originale de validité des offres et établi par un établissement bancaire ou compagnie d'assurances agréé par le Ministre en charge des Finances, Le montant de ce cautionnement est fixé ainsi qu'il suit :

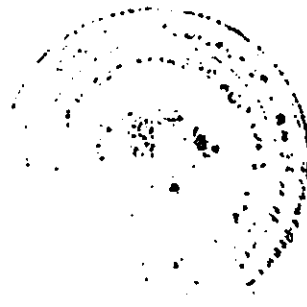
N° de lot	Montant
1	Un millions quatre cent mille (1 400 000) francs CFA
2	Trois millions (3 000 000) francs CFA

ARTICLE 10 : VALIDATION DES SOUMISSIONS

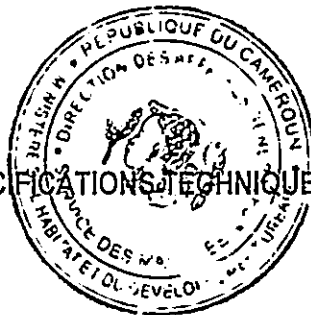
Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant une durée de quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

ARTICLE 11 : SOUSCRIPTION DU PROJET DE MARCHÉ

Un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la date de décharge du projet de marché par l'attributaire est prescrit à ce dernier en vue de souscrire ledit projet avant la signature par l'Autorité Contractante. Passé ce délai, l'intéressé est passible de la perte de son attribution au profit du candidat suivant corrélativement avec la rétention de sa caution de soumission.



PIECE N° 3 : CAHIER DES SPECIFICATIONS TECHNIQUES (CST)



ARTICLE 1 : OBJET

Le présent document définit et fixe les règles de livraisons en vue la fourniture de trois (03) Véhicules au Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain.

ARTICLE 2 : CONSISTANCE DE LA FOURNITURE

2-1. Allotissement :

Le présent appel d'offres est constitué de deux (02) lots repartis ainsi qu'il suit :

N° de lot	Désignation	Nombre
1	véhicule station wagon	01
2	Pick-up 4x4, double cabine.	05
TOTAL		06

2-2. Spécifications techniques

La description et les spécifications techniques des 02 véhicules sont précisées à l'article 8 du présent Cahier des Spécifications Techniques.

ARTICLE 3 : TRANSPORT ET ASSURANCE

Les risques de toutes natures pendant le transport jusqu'au lieu de livraison doivent être couverts par une assurance prise par le cocontractant auprès d'une compagnie installée au Cameroun et agréée par le Ministère en charge des Finances.

ARTICLE 4 : LIEU ET DELAI DE LIVRAISON

Les matériels objets du présent appel d'offres devront être livrés au garage administratif de Yaoundé, magasin cocontractant, en position départ, trois (03) mois au maximum après notification de l'Ordre de service de démarrage des prestations.

ARTICLE 5 : RECEPTION

5-1 La réception provisoire :

La réception provisoire sera effectuée au garage administratif à Yaoundé, par la Commission de réception composée comme suit :

- Le Maître d'ouvrage ou son représentant : Président ;
- Le Chef de service du Marché : Membre ;
- Le Sous-directeur du Parc automobile de l'Etat du MINDCAF : Rapporteur ;
- Le Sous-directeur du Budget, du Matériel et de la Maintenance : Membre ;
- Le Chef de service des marchés: Membre ;
- L'agent chargé des opérations de comptabilité-matières désigné par le Maître d'Ouvrage : Membre ;
- Le cocontractant : membre.

La réception sera prononcée en présence du cocontractant ou de son représentant dûment mandaté.

5-2 : La réception Définitive :

La réception définitive s'effectuera dans un délai de six (06) mois à compter de la date de la réception provisoire correspondant à la période de garantie.

La procédure de réception est la même que celle de la réception provisoire.

Article 6 : GARANTIE

- a. Le Cocontractant garantit que les trois (03) véhicules livrés en exécution du marché sont neufs, n'ont jamais été utilisés, sont du modèle le plus récent en service et incluent les dernières améliorations en matière de conception et matériaux.
- b. Le Fournisseur garantit en outre que toutes les fournitures livrées en exécution du marché n'auront aucune défectuosité due à leur conception, aux matériaux utilisés ou à leur mise en œuvre (sauf dans la mesure où la conception ou le matériau sont requis par les spécifications du Devis Technique) ou tout

autre acte ou omission du Cocontractant survenant pendant l'utilisation normale des fournitures livrées dans les conditions prévalant au Cameroun.

Au-delà de la période de garantie qui est de six (06) mois, et court à compter de la date de la réception provisoire, le cocontractant devra assurer le service après-vente et l'entretien préventif du véhicule.

ARTICLE 7: SERVICE APRES VENTE

Le cocontractant s'engage à avoir et maintenir en République du Cameroun à partir de la date de réception définitive (après la période de garantie) :

- un représentant permanent dûment mandaté
- un atelier de réparation ;
- un stock suffisant de pièces de rechange (ensembles et sous-ensembles) pour satisfaire aux demandes du Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain, et ceci dans un délai de dix (10) jours à compter de la date de dépôt de la commande.

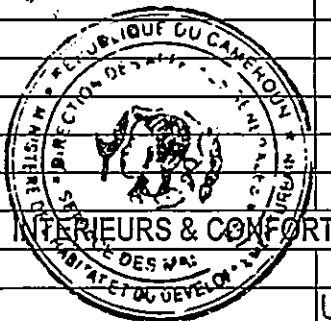
A défaut de pouvoir remplir personnellement les exigences mentionnées ci-dessus, le cocontractant pourra négocier avec le Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain la possibilité de faire assurer le service après –vente par un concessionnaire installé au Cameroun et réputé dans le domaine considéré.



ARTICLE 8 : SPECIFICATIONS TECHNIQUES DU MATERIEL

Lot 1: VEHICULE STATION WAGON

N°	CARACTERISTIQUES TECHNIQUES	
A	MOTEUR	
1	Cylindrée	2755 cc
2	Carburant	Diesel
3	Nombre de soupape par cylindre	04
4	Couple maxi Nm/(tr/min)	500/1600-2800
5	Nombre de porte	5
6	Boite de vitesses	Automatique
7	Transmission	4x4 permanent
8	Dimensions (Lxixh) en mm	5010*1885*1890
9	Capacité du réservoir	87L
10	Capacité du réservoir secondaire	63L
11	Nombres de places	07
12	Poids à vide	2400-2430
14	Poids total en charge (kg)	2990
15	Freins avant	Disques ventilés
16	Freins arrière	Disques ventilés
17	Suspension avant	Double triangle
18	Suspension arrière	Double triangle
19	Dimensions pneu	265/55R19
B	INTERIEURS & CONFORT	
20	Radio	Radio MP3
21	Connectique	USB, Bluetooth, voice control, Apple CarPlay, Android Auto
22	Haut-parleurs	8 ET +
23	Climatisation	Automatique Passager Conducteur
24	Vitres électriques	Avant/arrière
25	Fermeture centralisée auto après démarrage	Oui
26	Volant	Cuir
27	Sellerie et Garnissage	Tissu haut de gamme
28	Repose pieds conducteur	Oui
29	Aide au démarrage en côte	Oui
30	Sièges réglables	Conducteur/passager
31	Direction assistée	Oui
32	Aide au stationnement	Avant/Arrière
33	Caméra	Arrière
34	Rétroviseurs extérieurs rabattables	Electriques
C	SECURITE	
35	Alerte sonore ceinture	Oui
36	Alerte de porte mal fermée	Oui
37	Phares	LED
38	Allumage automatique des phares	Oui
39	Détecteurs de pluie	Oui
40	Sécurité enfant aux portes	Oui
41	Contrôle d'adhérence en descente	Oui
42	Triangle de pré signalisation	Oui
43	Pack condition de routes difficiles	Oui

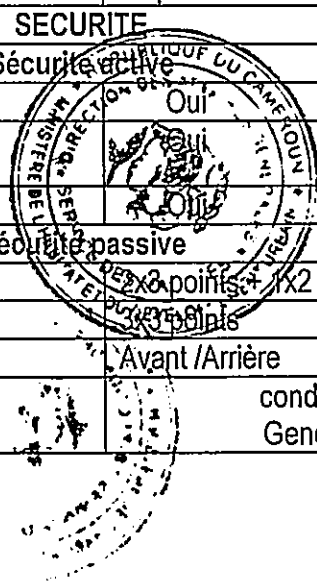


44	ABS	Oui
45	Airbags	Genoux (conducteur) conducteur, passager
46	Ceintures de sécurité avant	2 x 3 points
47	Ceintures de sécurité 2 ^{ème} rangée	3 x 3 points
48	Ceintures de sécurité 3 ^{ème} rangée	2 x 3 points
49	Extincteur	Oui
50	Trousse de secours	Oui
51	Rétroviseurs extérieurs	Oui

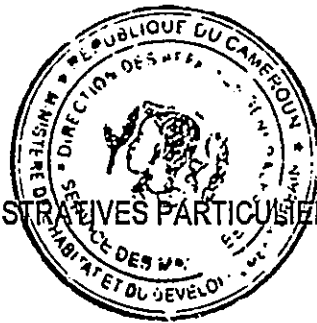
Lot 2 : Véhicules 4 X 4 de type Pick UP Double Cabine,

N°	DESIGNATION	SPECIFICATIONS
A	MOTEUR	
1	Type de moteur	En ligne
2	Puissance maxi (cv) a tr/mn	95/4000
3	Couple maxi Nm/(tr/min)	197/2200
B	TRANSMISSION	
4	Boite de vitesse	Manuelle
5	Transmission	4x4-enchâssable manuellement
C	CARROSSERIE	
6	Nombres de portes	4 portes
7	Silhouette	Pick up double cabine
D	DIMENSIONS	
8	Dimensions (Lxixh) en mm	5325x1800x1815
9	Empattement (mm)	3065
10	Angle d'attaque (degrés)	29
11	Angle de sortie (degrés)	26
12	Voie arrière (mm)	1520
13	Voie avant (mm)	1510
E	FREINS	
14	Freins Arrière	Tambours
15	Freins Avant	Disques Ventilés
16	Freins de parking	Manuel
F	SUSPENSIONS	
17	Suspensions Avant	Amortisseur avec ressorts hélicoïdaux
18	Suspensions Arrière	Lames
G	POIDS/CAPACITES	
19	Poids à vide (kg)	1970
20	Poids total autorise en charge (Kg)	2820
21	Volume du réservoir de carburant (L)	80L
H	PNEUMATIQUES	
22	Dimensions pneumatiques	205/R16 C
I	EXTERIEUR	
23	Jantes	Tôle avec enjoliveur
24	Poignées de porte extérieures	Noires
25	Rétroviseurs extérieurs rabattable	Manuel
26	Garde boue	Avant - arrière
27	Pare choc AV/ARR	Ton caisse
J	INTERIEUR ET CONFORT	
28	Radio	Radio MP3
29	Connectique	USB Bluetooth, Apple CarPlay, Android

		Auto
30	Commande radio au volant	Oui
31	Haut-parleurs	02
32	Climatisation	Manuelle
33	Prise 12 volt	Oui
34	Volant	Uréthane
35	Direction assistée	Oui
36	Nombre de place assise	6
37	Volant	Réglable en Hauteur et en profondeur
38	Sellerie et Garnissage	Vynil
39	Sièges Avant	3 places
40	Sièges Conducteur réglable	En profondeur
K		SECURITE
K-1		Sécurité active
41	Aide au démarrage en côte	Oui
42	Alerte porte mal fermé	Oui
43	ABS	Oui
K-2		Sécurité passive
44	Ceinture de sécurité avant	2 points + 1x2 points
45	Ceinture de sécurité 2eme rangée	2 points
46	Appui-têtes	Avant /Arrière
47	Airbags	conducteur, passager Genoux (conducteur)



PIECE N° 4 : CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)



LE CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP) TABLE DES MATIERES

Erreur ! Signet non défini.

CHAPITRE I : GENERALITES.....	52
Article 1 : Objet du marché.....	52
Article 2 : Procédure de passation du marché.....	52
Article 3 : Définitions et attributions.....	52
Article 4 : Langue, lois et règlements applicables.....	52
Article 5 : Normes.....	52
Article 6 : Pièces constitutives du marché.....	52
Article 7 : Textes généraux applicables	53
Article 8 : Communication.....	53
Article 9 : Ordres de service.....	53
Article 10 : Matériel et personnel du fournisseur	54
CHAPITRE II : CLAUSES FINANCIERES.....	54
Article 11 : Garanties et cautions.....	54
Article 12 : Montant du marché	54
Article 13 : Lieu et mode de paiement.....	55
Article 14 : Variation des prix.....	55
Article 15 : Avances	55
Article 16 : Paiement.....	55
Article 17 : Intérêts moratoires.....	55
Article 18 : Pénalités	55
Article 19 : Régime fiscal et douanier.....	55
Article 20 : Timbres et enregistrement des marchés.....	56
CHAPITRE III : EXECUTION DES PRESTATIONS.....	56
Article 21 : Brevet.....	56
Article 22 : Lieu et délais de livraison.....	56
Article 23 : Rôles et responsabilités du fournisseur	56
Article 24 : Transport et assurances.....	56
Article 25 : Essais et services connexes.....	56
Article 26 : Service après-vente et consommables	57
CHAPITRE IV : DE LA RECEPTION.....	57
Article 27 : Documents à fournir avant la réception technique.....	57
Article 28 : Réception provisoire.....	57
Article 29 : Documents à fournir après réception provisoire	58
Article 30 : Délai de garantie	58
Article 31 : Réception définitive.....	59
CHAPITRE V : DISPOSITIONS DIVERSES.....	59
Article 32 : Résiliation du marché.....	59
Article 33 : Cas de force majeure.....	59
Article 34 : Différends et litiges.....	59
Article 35 : Edition et diffusion du présent marché.....	59
Article 36 et dernier : Entrée en vigueur du marché.....	59



CHAPITRE I : GENERALITES

Article 1 : Objet du marché

Le présent marché a pour objet l'acquisition des Véhicules au Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain Lot _____.

Article 2 : Procédure de passation du marché

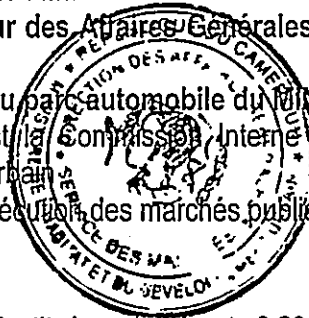
Le présent marché est passé après Avis d'Appel d'Offres National Ouvert _____ du _____

Article 3 : Définitions et attributions

3.1. Définitions générales

Pour l'application des dispositions du présent marché et des textes généraux auxquels il se réfère, il est précisé que :

- l'Autorité contractante et Maître d'ouvrage est le Ministre de l'Habitat et du Développement Urbain ;
- le Chef de Service du marché est le Directeur des Affaires Générales du Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain ;
- l'Ingénieur du marché est le Sous-directeur du parc automobile du MINDCAF;
- la commission des marchés compétente est la Commission Interne de Passation des Marchés du Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain
- l'organisme chargé du contrôle externe de l'exécution des marchés publics est le MINMAP.



3.2. Nantissement

En vue de l'application du régime de nantissement institué par le décret n° 2018 /366 du 20 juin 2018 portant Code des Marchés Publics article 79, sont définis comme :

- Autorité chargée de l'ordonnancement et de la liquidation des dépenses : Le Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain ;
- Comptable chargé des paiements : le Payeur de la pairie spécialisée MINTP-MINH DU ;
- Fonctionnaires compétents pour fournir les renseignements concernant le présent marché : le Chef de Service du marché et l'Ingénieur du marché.

Article 4 : Langue, lois et règlements applicables

4.1. La langue utilisée est le Français ou l'Anglais.

4.2. Le fournisseur s'engage à observer les lois, règlements, en vigueur en République du Cameroun et ce, aussi bien dans sa propre organisation que dans la réalisation du marché.

Si, ces règlements, lois et dispositions administratives et fiscales en vigueur à la date de signature du présent marché venaient à être modifiés après la signature du marché, les coûts éventuels qui en découleraient directement seraient pris en compte sans gain ni perte pour chaque partie.

Article 5 : Normes

- 5.1 Les fournitures livrées en exécution du présent marché seront conformes aux normes fixées dans les Spécifications Techniques et quand aucune norme applicable n'est mentionnée, à la norme faisant autorité en la matière et applicable au Cameroun ; cette norme sera la norme la plus récemment approuvée par l'autorité compétente.
- 5.2. Le fournisseur étudiera, exécutera et garantira les fournitures et prestations du présent marché en prenant en considération la meilleure pratique de réalisation au Cameroun pour des opérations de technologie similaire.

Article 6 : Pièces constitutives du marché

Les pièces contractuelles constitutives du présent marché sont par ordre de priorité les suivantes :

- La soumission ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Les Spécifications Techniques (ST) ;
- Le détail quantitatif et estimatif (DQE) ;
- Le Bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- Le Sous-détail des Prix Unitaires (SDPU) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG, applicable aux marchés des fournitures).

Article 7 : Textes généraux applicables

Le présent marché est soumis aux textes généraux ci-après :

- la loi n° 92/007 du 14 août 1992 portant Code du travail ;
- la loi cadre n°096/12 du 05 août 1996 relative à la gestion de l'environnement et les textes généraux sur la protection de l'environnement ;
- la loi n° 2018/011 du 11 juillet 2018, portant Code de transparence et de bonne gouvernance dans la gestion des finances publiques au Cameroun ;
- la loi n° 2018/012 du 11 juillet 2018 portant régime financier de l'Etat et des autres entités publiques ;
- la loi N°2023/019 du 19 décembre 2023 portant loi de finances de la République du Cameroun pour l'exercice 2024;
- Le décret n° 2001/048 du 23 février 2001 portant organisation et fonctionnement de l'Agence de Régulation des Marchés Publics ;
- Le décret n° 2018/366 du 20 juin 2018 portant Code des Marchés Publics ; et ses textes d'application ;
- le décret N°2012/075 du 08 mars 2012 portant organisation du Ministère des Marchés Publics ;
- le décret N°2012/076 du 08 mars 2012 modifiant et complétant certaines dispositions du décret N°2001/048 du 23 février 2001 portant création, organisation et fonctionnement de l'Agence de Régulation des Marchés Publics ;
- l'arrêté n° 033/CAB/PM du 13 Février 2007 mettant en vigueur les Cahiers des Clauses Administratives Générales, applicable aux marchés publics ;
- l'arrêté n° 403/A/MINMAP/CAB du 21/10/2019 fixant les indemnités des membres des commissions de réception, de suivi et de recette technique;
- la circulaire n° 00000026/C/MINFI du 29/12/2023 portant instructions relatives à l'exécution des lois de finances, au suivi et au contrôle de l'exécution du Budget de l'Etat et des autres entités publics pour l'Exercice 2024;
- La circulaire N°00001/PR/MINMAP/CAB du 25 avril 2022 relative à l'application du code des marchés publics ;
- Les lois et normes en vigueur au Cameroun.



Article 8 : Communication

8.1. Toutes les communications au titre du présent marché sont écrites et les notifications faites aux adresses ci-après :

- a. Dans le cas où le fournisseur est le destinataire : _____ BP : _____
- b. Dans le cas où le Maître d'Ouvrage / Autorité Contractante est le destinataire : Monsieur le Ministre de l'Habitat et du Développement Urbain avec copie adressée dans les mêmes délais au Chef de service.

Article 9 : Ordres de service

Les différents ordres de service seront établis et notifiés ainsi qu'il suit :

- 9.1. L'ordre de service de commencer les prestations est signé par le Maître d'Ouvrage et notifié au Cocontractant par le Chef de Service des Marchés avec copie à l'Ingénieur et à l'Organisme Payeur.
- 9.2. Sur proposition du Chef de Service des Marchés, les ordres de service ayant une incidence sur l'objectif,

le montant ou le délai d'exécution du marché seront signés par le Maître d'Ouvrage et notifiés par le Chef de Service des Marchés au Cocontractant avec copie à l'Ingénieur du marché et à l'Organisme Payeur.

- 9.3. Les ordres de service à caractère technique liés au déroulement normal des prestations seront directement signés par le chef de service et notifiés au Cocontractant par l'ingénieur avec copie au Maître d'Ouvrage.
- 9.4. Les ordres de service valant mise en demeure seront signés par le Maître d'Ouvrage et notifiés au Cocontractant par le Chef de service, avec copie à l'Ingénieur.
- 9.5. Les ordres de service de suspension et de reprise des prestations pour cause d'intempéries ou autre cas de force majeure, seront signés par le Chef de Service sur proposition de l'Ingénieur et notifiés au Cocontractant par l'Ingénieur.

Le Fournisseur dispose d'un délai de quinze (15) jours pour émettre des réserves sur tout ordre de service reçu. Le fait d'émettre des réserves ne dispense pas le Fournisseur d'exécuter les ordres de service reçus.

Article 10 : Matériel et personnel du fournisseur

Confère Proposition technique.

CHAPITRE II : CLAUSES FINANCIERES

Article 11 : Garanties et cautions

11.1. Cautonnement définitif

Le cautionnement définitif est fixé à 3% du montant TTC du marché.

Il est constitué et transmis au chef du service du marché dans un délai maximum de vingt (20) jours à compter de la date de notification du marché.

Le cautionnement sera restitué, ou la garantie libérée, dans un délai d'un mois suivant la date de réception provisoire des fournitures et à la suite d'une main levée délivrée par le Maître d'Ouvrage après demande du fournisseur.

11.2. Cautonnement de garantie

La retenue de garantie est fixée à 5% du montant TTC du marché. Elle sera restituée après la réception définitive.

La restitution de la retenue de garantie ou du cautionnement sera effectuée dans un délai d'un mois après la réception définitive sur main levée délivrée par le Maître d'Ouvrage après demande du fournisseur et après visa préalable du MINMAP sur la dernière facture.

11.3. Cautonnement d'avance de démarrage

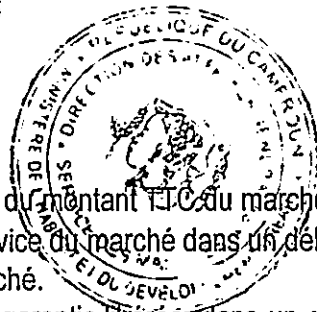
La caution d'avance de démarrage sera du même montant que l'avance demandée par le cocontractant (40% maximum du montant TTC du marché).

Le cautionnement sera restitué, à la suite d'une mainlevée délivrée par le Maître d'Ouvrage après demande du prestataire dans les conditions définies à l'article 18.

Article 12 : Montant du marché

Le montant du présent marché, tel qu'il ressort du [détail ou devis estimatif] ci-joint, est de _____ (en lettres) CFA toutes taxes comprises (TTC) ; soit :

- Montant HTVA : _____ F (en lettres) CFA.
- Montant de la TVA : _____ F (en lettres) francs CFA.
- Net à percevoir : _____ F (en lettres) CFA.



Article 13 : Lieu et mode de paiement

Le Maître d'Ouvrage se libérera des sommes dues par virement dans le compte n° _____ ouvert au nom du fournisseur _____

Les paiements se feront en francs CFA.

Article 14 : Variation des prix

Les prix sont fermes et non révisables.

Article 15 : Avances

Il ne sera pas accordé d'avance de démarrage dans le cadre du présent contrat.

Article 16 : Paiement

16.1. Les paiements seront effectués après livraison par le cocontractant.

16.2. La transmission de la facture finale à l'organisme payeur en vue du paiement, sera subordonnée au visa préalable du Maître d'Ouvrage. Pour cela, une copie du bordereau de livraison des fournitures devra lui être antérieurement transmise ou remise sur le lieu de livraison.

16.3. Le prestataire remettra en quatre (04) exemplaires au Chef de Service du Marché, la facture validée par l'Ingénieur du marché selon le modèle agréé et établissant le montant total des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché.

Le Chef de service disposera d'un délai de sept (07) jours maxi pour procéder à la signature des factures et les transmettre au Maître d'ouvrage.

16.4. Seuls les décomptes HT seront versés au prestataire, le décompte des taxes « TVA et AIR » sera versé au trésor public.



Article 17 : Intérêts moratoires

Les intérêts moratoires éventuels sont dus conformément à l'article 166 du décret n° 2018/366 du 20 juin 2018 portant code des marchés publics.

Article 18 : Pénalités

A. Pénalités de retard

18.1. Le montant des pénalités de retard est conformément aux dispositions de l'article 168 du code des marchés fixé comme suit :

- a. Un deux millièmes (1/2000^e) du montant TTC du marché de base et de ses avenants éventuels par jour calendaire de retard du premier au trentième jour au-delà du délai contractuel fixé par le marché ;
- b. Un millièmes (1/1000^e) du montant TTC du marché de base et de ses avenants éventuels par jour calendaire de retard au-delà du trentième jour.

18.2. Le montant cumulé des pénalités de retard est limité à dix pour cent (10%) du montant TTC du marché de base et de ses avenants éventuels.

18.3. Il n'est pas prévu de prime en cas d'avancement sur le délai contractuel.

B. Pénalités spécifiques

Marché enregistré : 5 000F/j de retard au-delà de trente jours à compter de la notification du marché.

Assurance : 5 000F/j de retard au-delà de trente (30) jours à compter de la notification de l'Os de démarrage.

Cautionnement définitif : 5 000 F/j de retard au-delà de vingt (20) jours à compter de la date de la notification du Marché.

Article 19 : Régime fiscal et douanier

Le régime fiscal et douanier est la loi des finances 2024.

Article 20 : Timbres et enregistrement des marchés

Sept (07) exemplaires originaux du marché seront timbrés et enregistrés par les soins et aux frais du fournisseur, conformément à la réglementation en vigueur.

CHAPITRE III : EXECUTION DES PRESTATIONS

Article 21 : Brevet

Le fournisseur garantira le Maître d'Ouvrage contre toute réclamation des tiers touchant à la contrefaçon ou à l'exploitation non autorisée d'un brevet, d'une marque ou de droits de création industrielle résultant de l'emploi des fournitures ou de leurs composants.

Article 22 : Lieu et délais de livraison

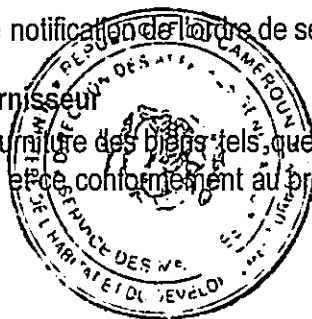
22.1. Le lieu de livraison des fournitures est : le garage administratif Central de Yaoundé.

22.2. Le délai de livraison objet du présent marché est de trois (03) mois.

22.3. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

Article 23 : Rôles et responsabilités du fournisseur

Le fournisseur a pour mission d'assurer la fourniture des biens tels que décrits dans les Spécifications techniques, sous le contrôle de l'Ingénieur et conformément au présent marché et aux règles et normes en vigueur.



Article 24 : Transport et assurances

24.1. Emballage pour le transport

Le Fournisseur doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour que les fournitures proposées soient protégées par un emballage soigné et approprié au transport maritime, aérien, ferroviaire ou routier. Le fournisseur doit faire toute diligence pour réparer tous les dégâts éventuellement occasionnés pendant le transport jusqu'au lieu de livraison.

24.2. Assurance

Les risques de toutes natures pendant le transport jusqu'au lieu de livraison doivent être couverts par une assurance prise par le Fournisseur.

Article 25 : Essais et services connexes

- L'opération de mise en œuvre ;

D'une manière générale, les fournitures seront approvisionnées, installées et mis en ordre de fonctionnement dans le local où elles sont livrées. Cet approvisionnement et cette installation sont entièrement à la charge et sous l'entière responsabilité du Fournisseur. Seront donc prévus dans l'exécution des prestations, outre la livraison sur site :

- a) les essais et la mise en service des fournitures ; ils seront constatés par un procès-verbal dressé contradictoirement entre les parties ;
- b) la remise en état de tous biens éventuellement détérioré par les opérations de mise en place du matériel, objet de la fourniture ;
- c) la mise à disposition, sur place d'un technicien capable de donner aux utilisateurs et aux personnels de maintenance, au moment de la prise de possession de la fourniture, les explications nécessaires à son bon fonctionnement et à son entretien ;
- d) la fourniture des pièces détachées, s'il y a lieu, après approbation de la liste par le Maître d'Ouvrage ;
- e) la fourniture de la nomenclature complète des pièces détachées et le tarif correspondant ;
- f) la fourniture d'une trousse d'outils nécessaires pour l'entretien courant ;

g) les accessoires prévus en diversité et en nombre suffisant pour que les équipements puissent remplir leur fonction dans les diverses configurations rencontrées au cours de leur usage.

- Documentation Technique

La documentation technique devra être fournie (s'il y a lieu) en même temps que les équipements et comprendra impérativement :

- le manuel d'utilisation,
- le manuel de maintenance (s'il y a lieu) comprenant la description des opérations de vérification (de routine ou exceptionnelles), de calibrage, d'étalonnage et de maintenance de première intervention.

Tous ces documents seront remis en deux (2) exemplaires en français ou en anglais.

Article 26 : Service après-vente et consommables

26.1 Service Après-vente

Le fournisseur aura à maintenir en République du Cameroun pendant une période d'un an à compter de la date de réception définitive :

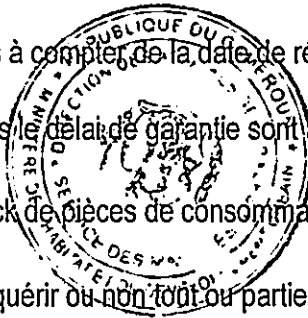
- Un représentant permanent dûment mandaté ;
- Des ateliers de réparation ;
- Un personnel qualifié capable d'assurer toutes les réparations nécessaires au bon fonctionnement de l'équipement et ou accessoires qu'il a fournis ;
- Un stock suffisant de pièces de rechange.

Le délai d'intervention sera de quinze (10) jours à compter de la date de réception de la commande par le Fournisseur.

La fourniture des pièces et les réparations après le délai de garantie sont à la charge du Maître d'Ouvrage.

26.2 Consommables :

- Le Fournisseur s'engage à constituer un stock de pièces de consommation courante accompagnant le matériel à la livraison.
- Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'acquérir ou non tout ou partie de ces consommables.
- Ces consommables seront chiffrés d'abord individuellement, puis listés, quantifiés et chiffrés sur un an par équipement.



CHAPITRE IV : DE LA RECEPTION

Article 27 : Documents à fournir avant la réception technique

Le fournisseur devra dans un délai de dix (10) jours au moins avant la réception provisoire transmettre au Maître d'Ouvrage les documents suivants :

- Copie de la facture décrivant les fournitures indiquant leurs quantités, leur prix et le montant total
- Notification de la livraison ;
- Certificat de garantie du fabricant ou du fournisseur ;
- Certificat d'origine,
- Les documents techniques mentionnés dans l'article 25.

Article 28 : Réception provisoire

28.1. A la demande de l'entreprise, une pré-réception pourra se faire dans sa base par la commission suivante :

1. Le Chef de Service du marché, Président ;
2. L'Ingénieur du marché, Rapporteur ;
3. Le Sous-directeur du Budget, du Matériel et de la Maintenance au MINHDU, membre ;
4. Le Fournisseur, membre.

A l'issue de cette pré-réception, le fournisseur pourra prétendre au paiement avant la livraison officielle et réception provisoire effective à condition de fournir une caution définitive au montant total du marché.

Le procès-verbal de pré-réception fixe la date de livraison effective.

28.2. Le fournisseur demande par écrit au Maître d'Ouvrage avec copie à l'ingénieur, l'organisation la réception provisoire avec éventuellement une visite technique préalable.

La Commission de réception sera composée des membres suivants :

1. *Président : Le Maître d'Ouvrage ou son Représentant ;*
2. *Membres :*
 - *Le Maître d'ouvrage ou son représentant : Président ;*
 - *Le Chef de service du Marché : Membre ;*
 - *Le Sous-directeur du Parc automobile de l'Etat du MINDCAF : Rapporteur ;*
 - *Le Sous-directeur du Budget, du Matériel et de la Maintenance : Membre ;*
 - *Le Chef de service des marchés ;*
 - *L'agent chargé des opérations de comptabilité-matières désigné par le Maître d'Ouvrage : Membre ;*
 - *Le cocontractant : membre.*
3. *Rapporteur : L'Ingénieur du marché.*

NB : Un représentant du MINMAP assistera aux travaux de la commission en tant qu'observateur.

Les membres de la commission de réception sont convoqués au moins trois (03) Jours avant la date de réception.

Le fournisseur est tenu d'y assister (ou de s'y faire représenter) son absence équivaut à l'acceptation sans réserve des conclusions de la commission de réception.

La Commission examine les documents préalables et le matériel en objet et procède à la réception provisoire des prestations s'il y a lieu.

La réception provisoire fera l'objet du procès-verbal de réception provisoire signé sur le champ par tous les membres de la commission ou au moins 2/3 des membres dont le président.

28.3. La période de garantie commence à la date de réception provisoire.

Article 29 : Documents à fournir après réception provisoire

Dans un délai de trente (30) jours après la réception, le fournisseur devrait avoir fourni les documents mentionnés à l'article 30.

Article 30 : Délai de garantie

30.1. La durée de garantie est de six (06) mois à compter de la date de réception provisoire des prestations.

30.2. Pendant la période de garantie, le fournisseur est tenu de maintenir, à ses frais, le matériel en état de fonctionnement normal. A cet effet, il doit :

- Effectuer les visites techniques (au minimum 03) correspondant au kilométrage requis (20 000 km) afin d'effectuer les réglages et mises au point nécessaires.
- Assurer dans les dix (10) jours de la notification de la panne, la remise en état du matériel pour toutes les pannes consécutives à des vices de construction ou des défauts de fabrication.

Les visites techniques et les réparations devront se faire sur dans un atelier approprié du concessionnaire et à ses frais. Si, pour une quelconque raison, le cocontractant ne pouvait entreprendre sur place la réparation, les frais de transport de l'équipement et/ou des accessoires de son lieu d'utilisation à un atelier de réparation sont entièrement à sa charge. Dans le cas où le cocontractant, après notification écrite n'assurerait pas avec diligence souhaitable la remise en état du matériel tombé en panne, le Maître d'ouvrage se réserve le droit de faire effectuer la remise en état

envisagée. Les frais générés par cette réparation seront alors à la charge du cocontractant et les dépenses correspondantes lui seront imputées d'office.

Si malgré ces interventions, le matériel continu à ne pas fonctionner normalement, le cocontractant est tenu de le remplacer, dans ce cas, le délai de garantie sera :

- prolongé d'autant pour la durée de l'immobilisation du matériel si cette dernière excède dix (10) jours à compter de la notification de la panne ;
- renouvelé intégralement si le matériel est remplacé.

Article 31 : Réception définitive

31.1. La réception définitive s'effectuera dans un délai maximal de quinze (15) jours à compter de l'expiration du délai de garantie.

31.2. La procédure de réception définitive est la même que celle de la réception provisoire.

31.3. La réception définitive marque la fin du marché et libère le fournisseur et maître d'ouvrage de toutes leurs obligations. La signature contradictoire du décompte Général et définitif par le Maître d'ouvrage et le fournisseur clôt définitivement le marché.

CHAPITRE V : DISPOSITIONS DIVERSES

Article 32 : Résiliation du marché

Le marché peut être résilié comme prévu aux articles 180 à 185 du code des marchés publics, notamment dans l'un des cas de :

- Retard de plus de 30 jours calendaires dans l'exécution du marché de service ou arrêt injustifié des prestations de plus de 30 jours calendaires ;
- Retard dans les prestations entraînant des pénalités au-delà de 5% du montant des prestations ;
- Refus de la reprise des prestations non conformes ;
- Défaillance du fournisseur ;
- Non-paiement persistant des prestations.



Article 33 : Cas de force majeure

En cas de force majeure, le cocontractant ne pourra voir sa responsabilité dérogée que s'il a averti par écrit le Maître d'ouvrage de son intention d'invoquer cette force majeure et ce avant la fin du vingtième jour qui a succédé à l'événement. En tout état de cause, il appartient au Maître d'ouvrage d'apprécier cette force majeure et les preuves fournies.

Article 34 : Différends et litiges

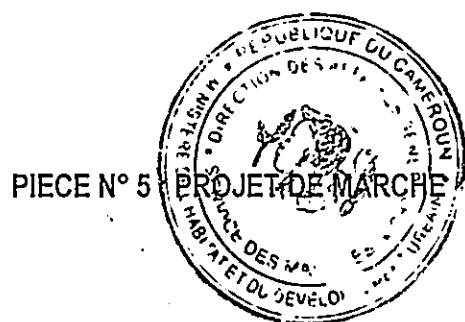
Les différends ou litiges nés de l'exécution du présent marché peuvent faire l'objet d'un règlement à l'amiable. Lorsqu'aucune solution amiable ne peut être apportée au différend, celui-ci est porté devant la juridiction camerounaise compétente conformément à l'article 187 du décret n° 2018 /366 du 20 juin 2018 portant Codes Marchés Publics.

Article 35 : Edition et diffusion du présent marché

Quinze (15) exemplaires du présent marché seront édités par les soins du fournisseur et fournis au Maître d'ouvrage.

Article 36 et dernier : Entrée en vigueur du marché

Le présent marché ne deviendra définitif qu'après sa signature par l'Autorité Contractante. Il entrera en vigueur dès sa notification au fournisseur par cette dernière.



MINISTERE DE L'HABITAT ET DU
DEVELOPPEMENT URBAIN

MINISTRY OF HOUSING AND URBAN
DEVELOPMENT

MARCHE N° ___/M/MINHDU/CIPM/2021

Passé suivant appel d'offres N°/AONO/MINHDU/CIPM/24
DU..... POUR L'ACQUISITION DES VEHICULES AU
MINISTERE DE L'HABITAT ET DU DEVELOPPEMENT URBAIN EN DEUX
(02) LOTS (EN PROCÉDURE D'URGENCE).

LOT N° _____

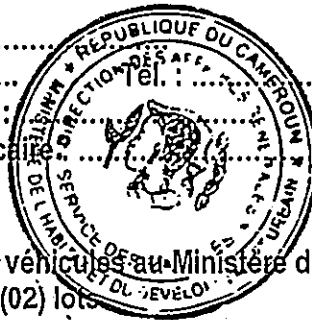
MAITRE D'OUVRAGE : MINISTRE DE L'HABITAT ET DU
DEVELOPPEMENT URBAIN

TITULAIRE:

BP:

N° Contribuable :

N° Compte bancaire :



OBJET:

Acquisition des véhicules au Ministère de l'Habitat et du Développement
Urbain en deux (02) lots

LIEU :

MONTANTS :

TOTAL HT	
TVA (19,25%)	
AIR (2,2 ou 5,5%)	
MONTANT TTC	

DELAI:

FINANCEMENT :

BIP MINH DU - EXERCICE 2021

SOUSCRITE, le

SIGNEE, le

NOTIFIEE, le

ENREGISTREE, le

ENTRE :

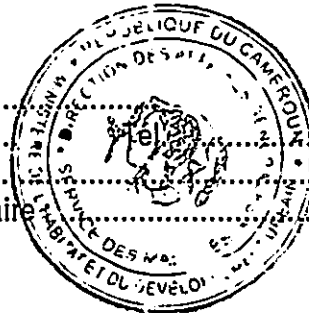
L'ETAT DU CAMEROUN, représenté par le Ministre de l'Habitat et du Développement Urbain dénommé ci-après «LE MAITRE D'OUVRAGE »

D'UNE PART,

ET :

L'Entreprise:

.....
BP:
N°Contribuable :
N° Compte bancaire



Représentée par Monsieur, son Directeur Général dénommé ci-après « LE COCONTRACTANT »

D'AUTRE PART,

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

MARCHE N°___/M/MINHDU/CIPM/2024

Passé suivant appel d'offres N°/AONO/MINHDU/CIPM/24
DU..... POUR L'ACQUISITION DES VEHICULES AU
MINISTERE DE L'HABITAT ET DU DEVELOPPEMENT URBAIN EN DEUX
(02) LOTS (EN PROCEDURE D'URGENCE).

LOT N° _____

MAITRE D'OUVRAGE : MINISTRE DE L'HABITAT ET DU
DEVELOPPEMENT URBAIN

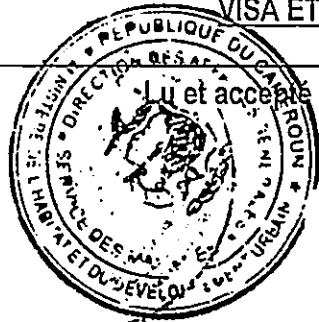
TITULAIRE :

.....
BP: Tél. :
N° Contribuable :

MONTANTS :

TOTAL HT	
TVA	
AIR	
MONTANT TTC	

VISA ET SIGNATURES



Lu et accepté par le Cocontractant

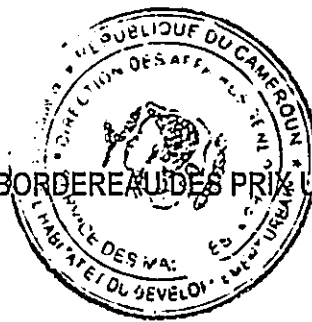
Yaoundé le

Signé par le Ministre de l'Habitat et du Développement Urbain,

Yaoundé le

ENREGISTREMENT

PIECE N° 6 : CADRE DU BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES



CADRE DU BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES

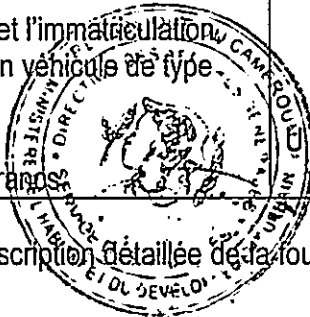
LOT 1 :

N° PRIX	DESIGNATION DES TACHES ET PRIX UNITAIRE EN TOUTES LETTRES HORS TVA	UNITE	PRIX UNITAIRES (EN CHIFFRES) F. CFA HTVA
01	<p>Véhicule Station Wagon (caractéristiques principales)</p> <p>Ce prix rémunère la fourniture et l'immatriculation, toutes sujétions comprises, d'un véhicule de type wagon.</p> <p>L'unité à : Francs</p>	U	

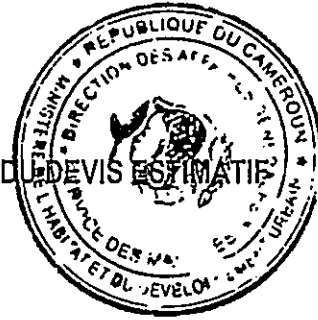
LOT 2 :

N° PRIX	DESIGNATION DES TACHES ET PRIX UNITAIRE EN TOUTES LETTRES HORS TVA	UNITE	PRIX UNITAIRES (EN CHIFFRES) F. CFA HTVA
01	<p>Véhicule Pick-up (caractéristiques principales)</p> <p>Ce prix rémunère la fourniture et l'immatriculation, toutes sujétions comprises, d'un véhicule de type Pick-up.</p> <p>L'unité à : Francs</p>		

NB : Prévoir dans le bordereau des prix, la description détaillée de la fourniture de véhicules ainsi que le prix HTVA.



PIECE N° 7 : CADRE D'ESTIMATION



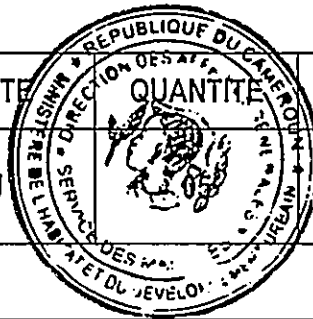
CADRE DU DEVIS ESTIMATIF

LOT 1

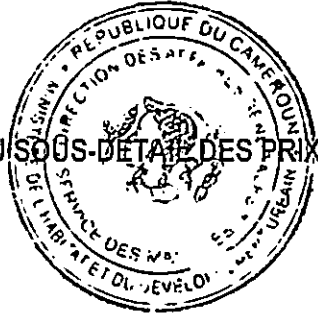
N°	DESIGNATION	UNITE	QUANTITE	PRIX UNITAIRE	PRIX TOTAL
01	VEHICULE DE TYPE STATION WAGON	U	01		
MONTANT TOTAL HORS TAXES					
TVA (19, 25%)					
MONTANT TOTAL TTC					
AIR (2,2 ou 5,5%)					
NET A MANDATER					

LOT 2

N°	DESIGNATION	UNITE	QUANTITE	PRIX UNITAIRE	PRIX TOTAL
01	VEHICULES DE TYPE PICK UP DOUBLE CABINE	U			
MONTANT TOTAL HORS TAXES					
TVA (19, 25%)					
MONTANT TOTAL TTC					
AIR (2,2 ou 5,5%)					
NET A MANDATER					

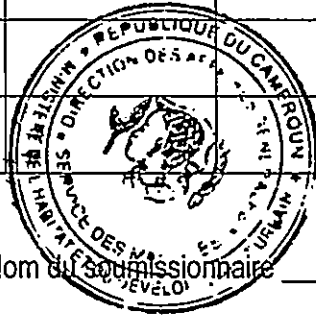


PIECE N° 8 : CADRE DU SOUS-DETAIL DES PRIX



Cadre du sous – détail des prix unitaires

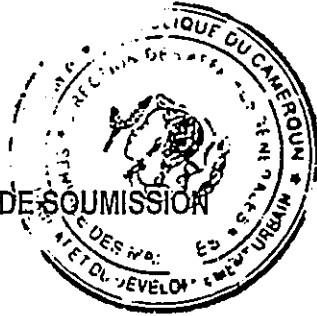
N°	Désignation	Coût d'achat	Transport	Coût commande	Frais de livraison	Marge	Prix unitaire HTVA



Nom du soumissionnaire _____

SIGNATURE _____ Date _____

PIECE N° 9 : MODELE DE SOUMISSION

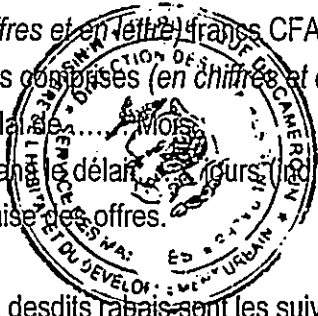


MODELE DE SOUMISSION

Je soussigné (indiquer le nom et la qualité du signataire)
(représentant la société, l'entreprise ou le groupement dont le siège sociale est à.....
inscrite au registre de commerce de Sous le n°.....

Après avoir pris connaissance de toutes les pièces figurant au dossier d'Appel d'Offres y compris les additifs
N°.....(rappeler l'objet de l'appel d'offres)

- Me soumetts et m'engage à livrer les fournitures conformément au dossier d'Appel d'Offres moyennant les prix que j'ai établi moi-même sur la base des bordereaux de prix et quantités lesquels prix font ressortir le montant de l'offre pour le Lot n°..... à
- (en chiffres et en lettres) francs CFA Hors TVA, et à
-francs CFA toutes taxes comprises (en chiffres et en lettres) ;
- M'engage à livrer les fournitures dans un délai de jours
- M'engage en outre à maintenir mon offre dans le délai de jours (indiquer la durée de validité en principe 90 jours) à compter de la date limite de remise des offres.



Les rabais offerts et les modalités d'application desdits rabais sont les suivants :

.....
.....

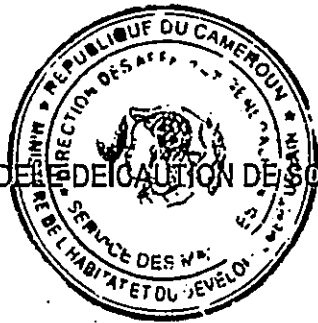
L'Administration se libérera des sommes dues par elle au titre du présent marché en faisant donner crédit au compte n° ouvert au nom de auprès de la banque Agence de

Fait à _____, le _____

Le soumissionnaire

Signature de
En qualité de
Dûment autorisé à signer les soumissions pour et au nom de

PIECE N° 10 : MODELE DE CAUTION DE SOUMISSION



MODELE DE CAUTION DE SOUMISSION

Attendu que _____

(ci-dessus désigné comme "le soumissionnaire")

a soumis son offre en date du _____ pour l'acquisition des Véhicules au Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain en deux (02) lots, Lot N° _____ (ci-dessous désigné comme "l'offre")

Nous _____

Ayant notre siège à _____

(ci-dessous désigné comme "la banque") sommes tenus à l'égard du Maître d'ouvrage que la banque s'engage à régler intégralement audit Ministère ----- millions (_____) FCFA, s'obligeant elle-même, ses successeurs et assignataires.

Signé et authentifié par ladite banque le _____ jour de _____ 2024

LES CONDITIONS de cette obligation sont les suivantes :

- 1- Si le soumissionnaire retire son offre pendant la période de validité spécifiée par lui sur sa soumission ou
- 2- Si le soumissionnaire, s'étant vu notifier l'acceptation de son offre par le Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain pendant la période de validité
 - a) manque à signer ou refuse de signer le marché alors qu'il est requis de le faire ou
 - b) manque à fournir ou refuse de fournir le cautionnement définitif, comme prévu dans le règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

Nous nous engageons à payer au Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain un montant allant jusqu'au maximum de la somme stipulée ci-dessus, dès réception de sa première demande écrite, sans que le Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain soit tenu de justifier sa demande, étant entendu toutefois que, dans sa demande, le Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain notera que le montant qu'il réclame lui est dû parce que l'une ou l'autre des condition(s) ci-dessus, ou toutes les deux, sont remplies, et qu'elle spécifiera quelles ou quelle condition(s) a ou ont joué.

La présente caution demeurera valable jusqu'au trentième jour au-delà de la fin du délai de validité des offres ; toute demande au Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain tendant à la faire jouer devra parvenir à la Banque dans ce délai.

Signature et cachet des Garants

Date _____

Adresse _____

PIECE N° 11 : MODELE DE CAUTIONNEMENT DEFINITIF



CAUTIONNEMENT DEFINITIF

A : (Nom de l'acheteur)

Attendu que (Nom du cocontractant)

Ci-après désigné "le cocontractant" s'est engagé, en exécution du marché n° /M/MINHDU/CIPM/24 ci-après désigné "le marché", à fournir (description des fournitures et services) :

Et que vous avez stipulé dans ledit marché que le cocontractant vous remettra une caution bancaire d'une banque installée au Cameroun et agréée par le Ministre des Finances, du montant stipulé ci-après, comme garantie de la bonne exécution de ses obligations, conformément au Marché.

Et que nous avons convenu de donner une garantie au cocontractant. Dès lors nous affirmons par les présentes que nous nous portons garants et responsables à votre égard, au nom du cocontractant, pour un montant maximum de (montant de la garantie en chiffres et lettres) et nous nous engageons à vous payer, dès réception de votre première demande écrite déclarant que le cocontractant ne se conforme pas aux stipulations du marché, et sans argutie ni discussion, toute(s) somme(s), dans les limites de (montant de la garantie, ci-dessus stipulée(s), sans que vous ayez à prouver ou à donner les raisons ni le motif de votre demande ou du montant indiqué ci-dessus.

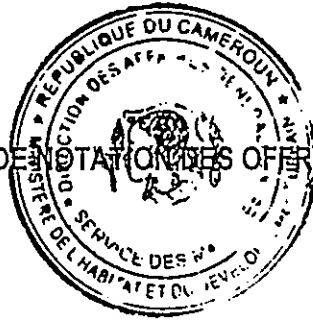
La présente garantie est valable jusqu'au _____

Signature et cachet des Garants

Date _____

Adresse _____

PIECE N° 12 : GRILLE D'EVALUATION ET DE NOTATION DES OFFRES

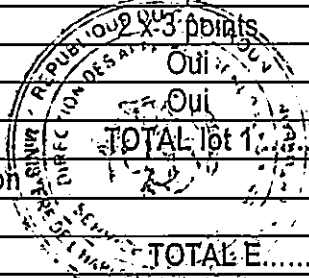


GRILLE D'EVALUATION ET DE NOTATION DES OFFRES

LOT 1 : Véhicule station wagon

N°	Critères	NOTATION	
		OUI	NON
A			
Présentation			
1	pagination, présence des intercalaires de couleur, présentation des pièces dans l'ordre demandée, lisibilité.		
2			
3			
4			
		TOTAL A/04	
B			
les références de l'Entreprise			
1	Nombre de marchés similaires \geq 1 marché d'un montant \geq 60 millions pour les trois dernières années (les références seront jugées par les copies des premières et dernières pages des contrats enregistrés conjointement avec le procès-verbal de réception y afférents) ;		
		TOTAL B...../01	
C			
Service après-vente			
1	Disponibilité d'un atelier de réparation dans le pays avec disponibilité de pièces de rechange, de première nécessité et fréquence de remplacement pendant la période de garanti (plan de localisation, photocopie certifiée du registre du commerce...)		
2	Personnel Technique -chef d'atelier BTS au moins en mécanique automobile ou diplôme équivalent et huit ans d'expériences -Personnels techniques au moins 2 mécaniciens avec CAP en mécanique automobile ou diplôme équivalent et trois ans d'expérience -joindre un CV signé et conforme et une copie certifiée du diplôme		
		TOTAL C/02	
D			
SPECIFICATIONS TECHNIQUES			
MOTEUR			
1	Nombre de soupape par cylindre	04	
2	Nombre de porte	5	
3	Dimensions (Lxixh) en mm	5010*1885*1890	
4	Poids à vide	2400-2430	
5	Suspension avant	Double triangle	
6	Suspension arrière	Double triangle	
7	Suspension avant	Double triangle	
INTERIEUR & CONFORT			
8	Radio	Radio MP3	
9	Haut-parleurs	8 ET +	
10	Climatisation	Automatique Passager Conducteur	
11	Vitres électriques	Avant/arrière	
12	Volant	Cuir	
13	Sellerie et Garnissage	Tissu haut de gamme	
14	Repose pieds conducteur	Oui	
15	Aide au démarrage en côte	Oui	
16	Sièges réglables	Conducteur/passager	
17	Aide au stationnement	Avant/Arrière	
18	Caméra	Arrière	
19	Rétroviseurs extérieurs rabattables	Electriques	
SECURITE			
20	Alerte sonore ceinture	Oui	

21	Alerte de porte mal fermée	Oui		
22	Phares	LED		
23	Allumage automatique des phares	Oui		
24	Détecteurs de pluie	Oui		
25	Sécurité enfant aux portes	Oui		
26	Contrôle d'adhérence en descente	Oui		
27	Pack condition de routes difficiles	Oui		
28	ABS	Oui		
29	Airbags	Genoux (conducteur) conducteur, passager		
30	Ceintures de sécurité avant	2 x 3 points		
31	Ceintures de sécurité 2 ^{ème} rangée	3 x 3 points		
32	Ceintures de sécurité 3 ^{ème} rangée	3 x 3 points		
33	Trousse de secours	Oui		
34	Rétroviseurs extérieurs	Oui		
			TOTAL lot 1.....	/54
E	Délai de livraison			
	Délai de livraison ≤ 3 mois			
			TOTAL E.....	/01
F	Clauses d'acceptation des conditions du marchés			
	CCAP paraphé, signé et daté à la dernière page			
	CST paraphé, signé et daté à la dernière page			
			TOTAL F.....	/02
	TOTAL Général.....			/44

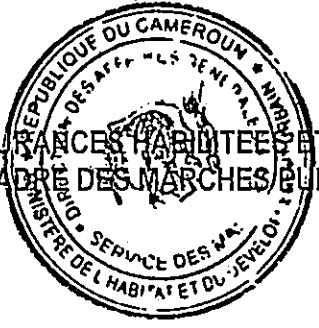


LOT 2 : Véhicule pick-up 4x4, double cabine

N°	Critères	NOTATION		
		OUI	NON	
A	Présentation			
1	pagination, présence des intercalaires de couleur, présentation des pièces dans l'ordre demandée, lisibilité.			
2				
3				
4				
	TOTAL A/04			
B	les références de l'Entreprise			
1	Nombre de marchés similaires \geq 1 marché d'un montant \geq 140 millions pour les trois dernières années (les références seront jugées par les copies des premières et dernières pages des contrats enregistrés conjointement avec le procès-verbal de réception y afférents) ;			
	TOTAL B...../01			
C	Service après-vente			
1	Disponibilité d'un atelier de réparation dans le pays avec disponibilité de pièces de rechange, de première nécessité et fréquence de remplacement pendant la période de garanti (plan de localisation, photocopie certifiée du registre du commerce...)			
2	<u>Personnel Technique</u> -chef d'atelier BTS au moins en mécanique automobile ou diplômé équivalent et huit ans d'expériences -Personnels techniques au moins 2 mécaniciens avec CAP en mécanique automobile ou diplôme équivalent et trois ans d'expérience -joindre un CV signé et conforme et une copie certifiée du diplôme			
	TOTAL C/02			
D	SPECIFICATIONS TECHNIQUES			
N°	Désignation			
a	CARROSSERIE			
1	Nombres de portes	4 portes		
2	Silhouette	Pick-up double cabine		
b	DIMENSIONS			
3	Angle d'attaque (degrés)	29		
4	Angle de sortie (degrés)	26		
5	Voie arrière (mm)	1520		
6	Voie avant (mm)	1510		
c	FREINS			
7	Freins de parking	Manuel		
d	SUSPENSIONS			
8	Suspensions Avant	Amortisseur avec ressorts hélicoïdaux		
9	Suspensions Arrière	Lames		
e	POIDS/CAPACITES			
10	Poids à vide (kg)	1970		
f	EXTERIEUR			
11	Jantes	Tôle avec enjoliveur		
12	Poignées de porte extérieures	Noires		
13	Rétroviseurs extérieurs rabattable	Manuel		
14	Garde boue	Avant - arrière		
15	Pare choc AV/ARR	Ton caisse		
g	INTERIEUR ET CONFORT			
16	Radio	Radio MP3		
17	Commande radio au volant	Oui		

18	Haut-parleurs	02		
19	Climatisation	Manuelle		
20	Prise 12 volt	Oui		
21	Volant	Uréthane		
22	Nombre de place assise	6		
23	Volant	Réglable en Hauteur et en profondeur		
24	Sellerie et Garnissage	Vynil		
25	Sièges Avant	3 places		
26	Sièges Conducteur réglable	En profondeur		
h	SECURITE			
h-1	Sécurité active			
27	Aide au démarrage en côte	Oui		
28	Alerte porte mal fermé	Oui		
29	ABS	Oui		
h-2	Sécurité passive			
30	Ceinture de sécurité avant	3 points	3 points	
31	Ceinture de sécurité 2eme rangée	3 points		
32	Appui-têtes	Avant/Arrière		
33	Airbags	Conducteur, passager Genoux (conducteur)		
			TOTAL D.....	/33
E	Délai de livraison			
	Délai de livraison ≤ 3 mois			
			TOTAL E.....	/01
F	Clauses d'acceptation des conditions du marchés			
	CCAP paraphé, signé et daté à la dernière page			
	CST paraphé, signé et daté à la dernière page			
			TOTAL F.....	/02
TOTAL Général.....				/43

PIECE N° 13 : BANQUES ET COMPAGNIES D'ASSURANCES HABILITEES ET AUTORISEES A FOURNIR DES CAUTIONS DANS LE CADRE DES MARCHES PUBLICS



- BANQUES :

- 1) AFRILAND FIRST BANK (FIRST BANK)
- 2) BANQUE ATLANTIQUE CAMEROUN (BACM)
- 3) BANQUE GABONAISE POUR LE FINANCEMENT INTERNATIONAL (BGFIBANK)
- 4) BANQUE INTERNATIONALE DU CAMEROUN POR L'EPARGNE ET LE CREDIT (BICEC)
- 5) CITIBANK CAMEROUN (CITIGROUP)
- 6) COMMERCIAL BANK – CAMEROUN (CBC)
- 7) ECOBANK CAMEROUN (EBC)
- 8) NATIONAL FINANCIAL CREDIT BANK (NFC-BANK)
- 9) SOCIETE COMMERCIALE DE BANQUES – CAMEROUN (CA SCB)
- 10) SOCIETE GENERALE CAMEROUN (SGC)
- 11) STANDARD CHARTERED BANK CAMEROUN (SCBC)
- 12) UNION BANK OF CAMEROON PLC (UBC)
- 13) UNION BANK FOR AFRIKA (UBA)
- 14) BANQUE CAMEROUNAISE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (BC-PME)
- 15) BANK OF AFRIKA CAMEROUN (BOA)



- COMPANGIES D'ASSURANCES:

- 1) CHANAS ASSURANCES SA
- 2) ACTIVA ASSURANCES SA
- 3) ZENITHE ASSURANCES SA
- 4) SAHAM ASSURANCE SA
- 5) PROASSUR SA
- 6) AREA ASSURANCES SA
- 7) ATLANTIQUE ASSURANCES SA
- 8) BENEFICIAL GENERAL INSURANCE SA
- 9) CPA SA
- 10) NSIA ASSURANCES SA
- 11) SAAR SA